

**OFFICE DE CONSULTATION PUBLIQUE  
DE MONTRÉAL**

**ÉTAIENT PRÉSENTS :** Mme DANIELLE CASARA, présidente  
M. PIERRE-CONSTANTIN CHARLES, commissaire ad hoc  
M. PIERRE GAUTHIER, commissaire ad hoc

**SECTEUR MIL MONTRÉAL**

---

**DEUXIÈME PARTIE**

---

**VOLUME 1**

---

Séance tenue le 19 octobre 2021, 19 h  
1550, rue Metcalfe, 14<sup>e</sup> étage  
Montréal

## TABLE DES MATIÈRES

### SÉANCE DU 19 OCTOBRE 2021

MOT DE LA PRÉSIDENTE, Mme DANIELLE CASARA.....	1
--	---

### PRÉSENTATION DES OPINIONS :

Mme Giuliana Fumagalli, citoyenne.....	3
--	---

M. Emanuel Guay, Mme Amy Darwish et M. Mohammad-Afaaq Mansoor, Comité d'action de Parc Extension – CAPE.....	19
---	----

M. Didier Ferrier, Club de soccer Mont-Royal Outremont (CSMRO).....	35
---	----

### PAUSE

Mme Ines Maurette et Mme Claire-Isabelle Mauffette, Outremont en famille .....	48
--	----

Mme Karine Myrgianie Jean-François, citoyenne .....	63
---	----

MOT DE LA FIN .....	78
---------------------	----

### AJOURNEMENT

## MOT DE LA PRÉSIDENTE

**Mme DANIELLE CASARA, présidente**

5            Bonsoir et bienvenue à cette séance virtuelle d'audition des opinions qui se tient dans le cadre de la consultation publique Mil Montréal.

              Je rappelle que nos travaux et activités se déroulent en français, mais les participants et les participantes qui voudraient s'exprimer en anglais, peuvent le faire.

10

              This meeting will be conducted in French, but if you wish to address the commission in English, you are welcome to do so.

15            Je m'appelle Danielle Casara, je suis commissaire à l'Office de consultation publique de Montréal. Je suis également la présidente de cette commission.

              La commission est également composée de mes collègues Pierre-Constantin Charles et Pierre Gauthier.

20            Nous sommes appuyés dans nos travaux par nos analystes Émilie-Jade Bigelow et Élise Naud.

              Je vous remercie au nom des mes collègues et de l'Office de consultation publique de Montréal, de l'intérêt que vous portez à nos travaux depuis le début de cette consultation et ce, malgré les défis posés par la pandémie en cours.

25

              Pour nous conformer aux règles gouvernementales et normes sanitaires qui s'appliquent, nous entendrons les interventions à distance.

30            Un total de cinq citoyens et citoyennes, ainsi que des représentants d'organismes se sont inscrits et nous les entendrons tous ce soir à cette séance d'audition de mémoires.

35 La commission a également reçu neuf interventions écrites qui ne feront pas l'objet d'une présentation orale. Ces opinions seront cependant ajoutées à celles que nous recueillons grâce aux opinions en ligne.

40 Nous avons proposé à nos participants de ce soir de faire leur intervention soit par téléphone, soit par visioconférence. Il est également possible d'avoir plus d'un porte-parole par intervention, au cas où la présentation se ferait à plusieurs.

Les participants connectés par ordinateur peuvent partager leur écran et ainsi, nous montrer des présentations Powerpoint, des photos ou des vidéos.

45 Les intervenants disposent d'une période de dix minutes pour exposer leur opinion. A la suite de cette intervention, les commissaires disposeront également de dix minutes pour échanger avec eux.

50 Enfin, comme vous le savez déjà, la commission tient à ce que le climat des échanges demeure serein. Je vous rappelle donc que les propos malveillants ou les interventions qui portent atteinte aux droits fondamentaux ou à la réputation des personnes, sont irrecevables. Merci d'avance aux intervenants que nous entendrons ce soir pour leur collaboration.

55 Une fois la séance d'audition d'opinions terminée, les archives vidéo ou audio des échanges avec les commissaires, ainsi que les transcriptions écrites, seront mises en ligne sur notre site Web dans le plus bref délai.

60 Comme il est de coutume en matière de consultation publique, si pour une raison ou pour une autre, des inexactitudes se glissaient dans les propos tenus aujourd'hui, les représentants de la ville de Montréal, de l'arrondissement d'Outremont, du Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys et de l'Université de Montréal, pourraient user de leur droit de rectification.

65 Ils pourront le faire aujourd'hui, à la fin de la séance. Sinon, ils auront 48 heures à la suite de l'envoi des fichiers vidéo et audio des présentations, pour nous fournir les rectifications par écrit.

Il s'agira, bien entendu, de rectifier seulement un fait et non pas d'émettre un commentaire ou un avis.

70 Une fois les consultations terminées, les commissaires entreprendront l'analyse de l'ensemble des informations et des opinions reçues. Nous prévoyons terminer la rédaction de notre mémoire dans les mois à venir.

75 Ensuite, l'Office remettra le rapport aux élus municipaux. Il sera rendu public dans les 15 journées suivantes. Les décisions à prendre par la suite appartiennent, bien entendu, aux élus de la ville de Montréal.

Alors, merci de votre attention.

---

80 **Mme GIULIANA FUMAGALLI**

**LA PRÉSIDENTE :**

85 Et j'invite maintenant notre premier présentateur, organisme ou citoyen à venir exposer son opinion et ensuite, les commissaires disposeront également de dix minutes pour échanger avec la personne.

90 Alors, j'inviterais Madame Giuliana Fumagalli qui est ici. Elle a présenté son mémoire à titre de citoyenne, mais aussi en tant que mairesse actuelle de l'arrondissement Parc-Extension-Villeray... là, j'ai vraiment un blanc de mémoire. La technologie va... donc, voilà. Madame Fumagalli, la parole est à vous.

95 On a lu avec beaucoup d'attention votre mémoire. On a pris des notes, on s'est préparé des questions. Donc, vous pouvez... je vous inviterais, plutôt, pour maximiser votre impact, à ne pas répéter les choses qui sont dans votre mémoire, à plutôt aller puiser dans votre connaissance du milieu, dans votre expertise, dans vos expériences, des matières à illustrer, développer, étayer les propos qui sont contenus dans votre mémoire.

100 Alors, vous avez dix minutes. Merci.

**Mme GIULIANA FUMAGALLI :**

105           Merci, Madame la présidente. Alors, j'ai préparé une présentation Powerpoint, que je vais partager avec vous. Un instant.

110           Alors, je me présente, Giuliana Fumagalli, mairesse de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Je suis aussi résidente du quartier de Parc-Extension et diplômée de l'Université de Montréal aussi.

              Alors, Parc-Extension est l'un des quartiers les plus multiethniques au Québec, et celui qui occupe le deuxième rang, malheureusement, des plus pauvres, au Canada.

115           Pas qu'il me fasse plaisir de rappeler qu'un nombre important de personnes qui résident dans Parc-Extension possèdent un niveau de revenu inférieur au seuil de pauvreté, on parle ici de 44 % contre 25 % à Montréal.

120           Je donne ces informations parce que c'est un élément essentiel à prendre en compte dans la présente consultation publique.

125           A cet effet, laissez-moi vous rappeler quelques faits quant à la façon que l'Université de Montréal a procédé pour le déploiement de la première phase du Campus Mil et des impacts de celui-ci sur la population de Parc-Extension.

              Alors, commençons d'abord par l'embourgeoisement. Même si un certain embourgeoisement avait commencé dans le quartier, Parc-Extension avait été relativement protégé, en partie à cause de sa situation géographique.

130           Vous le savez sûrement, le quartier est enclavé, donc par l'autoroute 40 au nord, deux axes de chemin de fer à l'est et au sud et par ville Mont-Royal et sa fameuse clôture, pour ne pas la nommer, à l'ouest.

135           Donc, protégé aussi, car c'est un quartier pauvre, économiquement parlant, qui compte son lot de logements insalubres.

              Habituellement, comme l'écrivait si bien Jeanne Corriveau dans un article de La Presse :

« L'embourgeoisement est un processus lent qui se déploie sur de très nombreuses années. »

140 Dans le cas de Parc-Extension, ce fut soudain et brutal. Deux milles étudiants et étudiantes sont débarqués d'un seul coup, sans compter les enseignants et les enseignantes, et les entreprises en intelligence artificielle qui se sont installées dans ce qu'on a appelé maintenant, le Mile-Ex.

145 J'y reviendrai plus tard. Mais le fait que l'Université de Montréal a renoncé à son engagement de construire des logements étudiants sur le site du Campus Mil, n'a pas été étranger à la croissance des cas d'expulsion de locataires et la hausse des loyers à Parc-Extension.

150 La construction de résidences étudiantes faisait pourtant partie des recommandations de la commission.

155 Ensuite, il y a eu la promesse de plusieurs avantages pour notre quartier. Le nouveau campus dynamisera la zone industrielle et commerciale de l'avenue Beaumont, comblera l'énorme trou dans la ville que représentait la gare de triage.

160 Va désenclaver le quartier. Un nouveau parc sera aménagé. J'ai même entendu dire à maintes reprises que l'arrivée d'étudiants et d'étudiantes et de jeunes familles dans le secteur allait profiter aux petits commerces de quartier.

Et bien laissez-moi vous le dire, aujourd'hui, ces mêmes petits commerces de quartier m'interpellent à tour de rôle, car ils n'arrivent plus à payer leur loyer, ceux-ci ayant explosé avec l'avènement du Campus Mil.

165 Même chose du côté des logements. Il n'y a pas si longtemps, un quadruplex se vendait 400 000, avec des loyers inférieurs à 500 dollars. Aujourd'hui, c'est 1 200 pour un appartement pas chauffé, retapé sommairement. Et ça, si vous arrivez à en trouver un, car les condos sont venus remplacer plus d'un logement locatif.

170 Dans la deuxième phase de son projet, l'Université de Montréal prévoit 1 300 unités de logement, incluant du logement social et abordable. Croyez-moi, j'aimerais me réjouir de cette

nouvelle, mais comment je pourrais m'en réjouir alors qu'aucun logement social et communautaire promis dans la première phase n'a encore vu le jour.

175            En fait, tout ce que je vois de positif avec le redéveloppement de l'ancienne gare de triage se passe du côté d'Outremont ; une nouvelle école primaire, que les enfants de Parc-Extension ne pourront pas fréquenter.

180            Des places publiques, des parcs, rien pour Parc-Extension si ce n'est que de tous petits parcs, Dickie-Moore et une passerelle qui, si on peut ainsi dire, est loin de créer des ponts entre ces deux quartiers.

185            Pourtant, ce projet d'envergure de l'Université de Montréal est financé en grande partie par des fonds publics. Il me semble qu'un réinvestissement dans les communautés avoisinantes et plus particulièrement les plus vulnérables, devrait être une condition *sine qua non*.

190            Or, malgré les appels répétés des élus, des résidents, résidentes et des groupes communautaires, le processus a été caractérisé par un manque notoire d'engagement et d'écoute de la part de l'Université de Montréal.

195            En effet, nous en sommes à la troisième séance de consultation publique en lien avec le Campus Mil. Le rapport de l'OCPM paru en 2007 concernant l'aménagement d'un nouveau campus universitaire sur le site de la gare de triage Outremont, faisait déjà partie des nombreuses préoccupations des organismes et des résidents, résidentes, concernant la réalisation de logements abordables et sociaux à proximité du projet.

200            Dans son rapport, l'OCPM indiquait notamment qu'une programmation détaillée des logements abordables, sociaux, coopératifs et privés devrait faire l'objet d'une étude plus large qui permettrait d'évaluer, en collaboration avec les organismes du milieu, les besoins dans tous les secteurs limitrophes.

205            Le rapport de l'OCPM sur le PDUÉS paru en 2013, faisait, pour sa part, état des inquiétudes des organismes et des résidents, résidentes du quartier, quant au manque de considération du plan pour la question du logement social et communautaire. Et ce, malgré que la question ait occupé une place centrale des consultations précédentes.



Dans ce deuxième rapport, la commission souligne également le manque d'engagement de l'Université de Montréal, alors qu'elle faisait l'objet de plusieurs attentes lors de la consultation.

210 Comme je le disais plus tôt, non seulement aucun logement social et communautaire n'a vu le jour sur le territoire de Parc-Extension, mais en plus, l'Université de Montréal n'a rien fait pour contribuer à atténuer les impacts de la gentrification qui a elle-même contribué à accélérer.

215 En ce sens, un des engagements les plus importants à ne pas avoir été respectés par l'Université de Montréal, concerne la construction de 1 058 résidences étudiantes sur le campus pour accueillir les 2 000 étudiants, étudiantes prévus.

220 En effet, cet engagement, déjà présent dans le rapport de 2017 et qui a continué de faire partie des communications de l'institution dans les années suivantes, n'a jamais pris forme. Et les références aux résidences étudiantes ont disparues dans les communications de l'Université de Montréal et de la Ville, dans les plans révisés du campus.

225 Les plans initiaux pour des résidences ont plutôt été remplacés par des projets de logements locatifs privés, dont le prix s'élève présentement à 3 100 par mois pour trois chambres à coucher, qui ne répondent pas aux besoins, ni des étudiants et étudiantes, ni des résidents, résidentes de Parc-Extension.

230 En fait, la pression causée par ces décisions de l'Université de Montréal d'abandonner son engagement de construire des résidences étudiantes, a déjà commencé à se faire sentir sur le marché locatif du quartier.

Augmentation des déplacements résidentiels forcés dus à la hausse du coût des loyers, discrimination dans l'accès au logement et montée des évictions.

235 Bref, ce sont autant d'exemples qui me laissent croire que la deuxième phase du projet de l'Université de Montréal contribuera à exacerber encore davantage la gentrification de Parc-Extension.

240 Face à ces différents constats et considérant que Parc-Extension subit les inconvénients de l'arrivée du Campus Mil sans jamais bénéficier de retombées économiques, le campus étant situé sur le territoire d'Outremont, j'appelle à ce que l'Université de Montréal, institution financée

par des fonds publics, assume sa responsabilité sociale et s'engage à travers différentes actions pour le bien commun.

245 Mais il existe quelques solutions, c'est la bonne nouvelle. Je suis bien consciente que l'Université de Montréal ne peut freiner à elle seule le processus d'embourgeoisement Parc-Extension, elle peut néanmoins, choisir d'assumer sa responsabilité sociale et s'engager à travers différentes actions pour le bien commun.

250 Et nous, nous avons donc cinq recommandations et pistes d'action. Une des premières étapes pour l'Université de Montréal consisterait à reconnaître explicitement son rôle dans le processus d'embourgeoisement en cours dans le quartier de Parc-Extension et à agir rapidement pour essayer d'atténuer les conséquences négatives pour les organismes communautaires et les résidents, résidentes des quartiers aux alentours.

255 Pour se faire, une des solutions passe par la consultation régulière et continue des organismes et de la population locale lors du développement de cette troisième phase du projet.

260 Le développement du parc de logements sociaux est un des enjeux majeurs pour freiner l'embourgeoisement dans le quartier.

265 Or, la construction de nouvelles unités en logement social, reste très limitée dans le périmètre du PDUÉS. Il n'arrive pas à remplir les objectifs annoncés lors de sa précédente consultation publique, 225 logements sociaux.

Face à ces problèmes, j'encourage la ville de Montréal à continuer d'exercer son droit de préemption sur des terrains ou des logements vacants, dès qu'elle peut le faire pour une réserve foncière et favoriser le développement du logement social dans le quartier.

270 J'exhorte également l'Université de Montréal à soutenir financièrement et logistiquement des initiatives de développement de logements sociaux et communautaires pour les locataires à faible revenu dans le quartier.

275 Il existe, par ailleurs, différentes actions locales qui pourraient être mises en place concernant l'impact spécifique de l'arrivée d'étudiants et d'étudiantes sur le développement urbain du secteur et l'augmentation des loyers.

280 Ainsi, une de mes recommandations, en plus de développer du logement social et communautaire pour les familles, serait d'encourager l'Université de Montréal à développer en partenariat avec UTILE et la ville de Montréal, de 800 à 1 500 unités que l'Université avait envisagé pour des étudiants et étudiantes au début du projet, sur le site du campus.

285 D'autres initiatives innovantes existent pour freiner la spéculation immobilière dans les quartiers comme Parc-Extension. Ainsi, un autre projet pourrait consister à ce que l'Université de Montréal crée une fiducie foncière communautaire ou une fiducie d'utilité sociale. Un modèle de propriété non spéculative, en plein développement en Amérique du Nord.

290 Avec une fiducie appuyée financièrement par l'Université de Montréal, beaucoup de logements locatifs pourraient être retirés du marché spéculatif et continuer à loger la population de classe ouvrière de Parc-Extension.

295 Enfin, un des derniers engagements que j'exige que l'Université de Montréal, serait de créer un programme de formation et d'embauche local adapté aux particularités de Parc-Extension.

300 Cette proposition n'est pas nouvelle et fait partie des quatre propositions ayant émané d'une rencontre entre un comité de résidents, résidentes de Parc-Extension et les responsables du projet, pour discuter d'aménagements possibles dans l'arrimage entre l'Université de Montréal et le quartier qu'elle jouxte.

305 Je suis, comme vous le savez sûrement, la saga du Campus Mil depuis plus d'une décennie. En fait, c'est une des raisons pour laquelle je me suis lancée en politique. Je déplore que cette institution, qui est sensée rassembler la grande famille québécoise autour de l'éducation et incarner les valeurs collectives et solidaires, soit maintenant un acteur important dans le déplacement et la fragilisation de mes voisins et voisines à Parc-Extension.

310 Ce n'est pas l'image que j'avais de l'Université de Montréal quand j'y ai étudié en anthropologie et en sciences politiques. Mais ce n'est pas trop tard. Je propose, dans ce mémoire, plusieurs pistes de solution pour contrebalancer les effets néfastes du Campus Mil sur mon voisinage.

J'espère que l'administration y songera sérieusement et que les commissaires de l'OCPM, donc vous, suivront la voie de leurs prédécesseurs, en appelant l'Université de Montréal à faire preuve d'ouverture, d'humilité et de contrition. Merci.

315 **LA PRÉSIDENTE :**

Merci, Madame Fumagalli. Nous allons revenir à notre tableau habituel. Merci pour cette présentation. C'est sûr que nous l'avons lue avec beaucoup d'attention et vous avez ajouté des éléments sur lesquels les commissaires vont certainement avoir des questions à vous poser.

320

Je me lancerais la première. Nous avons demandé, suite à la soirée de questions réponses que nous avons eue avec les interlocuteurs, la soirée à laquelle je suis certaine que vous avez assisté virtuellement.

325

Nous avons demandé d'en savoir un peu plus sur les différents comités mis en place pour voir au développement harmonieux et au suivi du projet Mil. Nos interlocuteurs nous ont soumis les objectifs et la composition des différents comités, gouvernance, direction. Il y avait réalisation et gestion.

330

J'imagine que les arrondissements autour, impliqués dans le projet Mil, ont participé à ces comités-là. Est-ce que vous pouvez partager avec nous si vous y avez participé ou si des membres de votre équipe de direction ont participé et à quel comité ?

**Mme GIULIANA FUMAGALLI :**

335

Oui. Donc, moi j'ai été conviée, il y a un comité de gouvernance. Donc, le comité où il y a des élus, des membres de la gestion de l'Université de Montréal et son recteur. Et aussi, des membres de la ville de Montréal, des élus et des fonctionnaires. Donc ça, c'était le comité de gouvernance.

340

De mémoire, j'ai participé à deux, sinon trois rencontres et la dernière remonte juste, je vous dirais avant l'ouverture du Campus Mil. Et depuis, aucune autre rencontre. J'y vais de mémoire.

345

**LA PRÉSIDENTE :**

350 Les enjeux que vous avez soulevés, particulièrement ceux rattachés au logement et à la  
gentrification rapide de Parc-Extension, ont-ils été discutés lors de ces rencontres-là ? Est-ce qu'il  
y a des enjeux de cette nature-là qui ont été discutés au niveau des comités ?

**Mme GIULIANA FUMAGALLI :**

355 Plus ou moins, dans la mesure où c'était des rencontres très techniques et au moment où  
moi j'y ai participé, ce n'était pas tant dans la vision. Donc, il y a eu une rencontre où il a été, le  
sujet de la discussion portait sur la nouvelle école à Outremont. Et c'était spécifiquement sur ça,  
donc les membres aussi de la Commission Marguerite-Bourgeoys étaient présents.

360 Donc, ça a été vraiment toute une séance de travail uniquement sur ça. J'ai évidemment,  
lors de cette rencontre-là, soulevé le fait que des élèves de Parc-Extension ne pouvaient pas y  
aller et que le projet était merveilleux et que, au fait, on aurait souhaité qu'il soit construit du côté  
de la rue Beaumont, parce que c'était ce que nous on a besoin dans Parc-Extension.

365 Donc là, je ne parle pas d'une école primaire dans le rapport que je vous ai soumis, mais  
lors de cette rencontre, je l'ai quand même soulevé. Nous, on a des enjeux, on a énormément  
d'écoles, mais même toutes les écoles qu'on a, elles sont toutes surpeuplées et énormément  
d'élèves arrivent aussi en transport scolaire.

370 Donc, ça veut dire qu'ils sont un peu loin de là où sont les écoles primaires et il nous  
manque une école primaire du côté, si vous voulez, sud, donc de Beaumont.

375 Et donc l'école qui était proposée pour Outremont, vraiment un très beau projet, mais  
j'aurais souhaité que cette même école soit située sur le territoire de Parc-Extension et puisse  
desservir nos élèves.

Alors ça, c'était une des rencontres. Donc, évidemment là le logement social n'a pas sa  
place, vous pouvez très bien le comprendre.

380 Il y en a une autre où moi j'ai posé la question par rapport à la passerelle. Encore là,  
c'était hors contexte, parce que vous savez qu'on a une passerelle pour le moment, qui relie le

campus à Parc-Extension et c'est une passerelle, comme je l'ai dit dans ce mémoire, qui est tout sauf invitante et qui est plutôt rébarbative et qui ne fait en rien à inviter les gens à accéder au campus, sauf pour des raisons utilitaires.

385 On ne peut même pas entrevoir l'idée que, l'image, en fait, que dès qu'on arrive à mi-passerelle, on voit le Mont-Royal qui se déploie devant nous et c'est vraiment, c'est beau, c'est majestueux, mais si on n'arrive pas à se rendre jusque là, on n'a pas même pas idée de la beauté du campus.

390 **LA PRÉSIDENTE :**

Madame Fumagalli, je vais me permettre de vous interrompre parce que je voudrais laisser mes collègues vous poser des questions et le temps file rapidement. Alors, Pierre-Constantin, peux-tu prendre la parole et poser ta question ?

395

**LE COMMISSAIRE M. PIERRE-CONSTANTIN CHARLES :**

400 Oui, merci beaucoup, Madame la présidente. En fait, j'aurai une question pour Madame la mairesse. Dans le cadre de votre présentation, vous nous avez beaucoup parlé, entretenu des impacts sur Parc-Extension.

405 Et alors que le Campus Mil et le rapport du PDUÉS, dont vous avez fait mention, concerne l'ensemble des quartiers, des villes liées ou des quartiers avoisinants, que ce soit Marconi-Alexandra, Villeray-Ouest, Outremont comme arrondissement lui-même, ainsi que ville Mont-Royal.

410 Est-ce qu'il y a, est-ce que vous pouvez nous entretenir quant aux impacts éventuels qu'il pourrait y avoir sur les autres abords, les autres quartiers, notamment Villeray-Ouest, la partie ouest qui fait partie de votre arrondissement.

415 Et quant à Parc-Extension, est-ce que les impacts seraient des impacts différents... en fait, l'idée c'est ; pourquoi vous nous en parlez uniquement de Parc-Extension et non pas des autres quartiers de votre arrondissement ?

**Mme GIULIANA FUMAGALLI :**

420 Pour moi, c'est simple, au fait. Moi j'envisage, moi ce que je vois, c'est qu'un campus et de la façon qu'il aurait pu être conçu, c'est vraiment ; un campus universitaire doit être ouvert sur la cité. Et il a une forme ovale, si on peut ainsi dire, mais cette forme ovale, elle n'est pas ouverte. Et ce que le campus a fait, il a enclavé un quartier qui est déjà enclavé.

425 En amenant une deuxième voie, donc le chemin de fer. Donc la deuxième voie du chemin de fer a été ramenée. Donc, celle de Bates a été ramenée du côté de Parc-Extension. On a construit un muret de rétention et donc là... et on a mis une clôture et cette clôture, on est en train de la verdir.

430 Donc, à terme, on ne pourra pas, du campus de l'Université de Montréal, lorsqu'on regarde vers le nord, on ne pourra pas voir Parc-Extension. Parc-Extension va être complètement absent visuellement.

435 Et visuellement veut dire aussi, dans l'esprit des gens, à tous les niveaux. Donc, cette inaccessibilité va être accentuée. Et ça a été fait de façon consciente. Et ça, c'est dramatique pour moi. Parce que ça, ça ferme le campus à la population de Parc-Extension, à tous les niveaux.

440 Et il y a peut-être question d'ouvrir une deuxième ouverture au niveau de la rue de l'épée, mais pour moi, il est inconcevable qu'en 2021 on puisse avoir un campus universitaire, complètement ouvert sur sa communauté d'Outremont et de Rosemont et complètement fermé, à l'exception d'une et potentiellement d'une deuxième passerelle, il est inconcevable. Et qu'on ne fasse absolument rien pour remédier à cette situation.

**LE COMMISSAIRE CHARLES :**

445 O.K., mais l'autre volet, est-ce que pour les autres parties de l'arrondissement ou Marconi-Alexandra, est-ce que vous jugez qu'il y a des impacts, soit positifs ou négatifs, pour ces parties du territoire ?

450

**Mme GIULIANA FUMAGALLI :**

455 Il y a eu l'arrivée de toute la question des entreprises d'intelligence artificielle. Mais encore là, ce ne sont pas des résidents naturels. Dans le sens que ceux qui y résident déjà, qui habitent dans le développement qui se fait dans ce secteur-là – résidentiel, je parle de développement résidentiel – et les emplois qui ont été créés, ne sont pas non plus pour les résidents.

460 Donc, ce que ça fait, c'est que ça attire des nouvelles personnes, mais ceux qui résident doivent eux partir pour faire place aux nouveaux qui arrivent. Donc, ce souci-là, donc cet engagement social, on ne le retrouve pas. Le souci social et de l'Université de Montréal, n'est pas là. Et ça, c'est ce que je déplore et que je dénonce et je ne suis pas la seule à le faire.

**LE COMMISSAIRE CHARLES :**

465 Merci beaucoup.

**LA PRÉSIDENTE :**

470 Merci, Pierre-Constantin pour ta question. Je donnerais maintenant la parole à Pierre Gauthier.

**LE COMMISSAIRE M. PIERRE GAUTHIER :**

475 Oui, bonjour. Alors, merci pour votre présentation, votre mémoire. Donc, dans les deux cas vous évoquez l'engagement de l'Université de Montréal à construire 1 058 places de résidence, chambres de résidence, j'imagine.

480 Donc, on comprend la nature de l'engagement, évidemment. Et dans quel contexte cet engagement-là a-t-il été pris, précisément ? Donc, est-ce qu'il s'agit d'un engagement formel, le cas échéant, dans quel contexte ?

485



**Mme GIULIANA FUMAGALLI :**

490 Ah bien oui. Il y a eu deux consultations. En 2007 et en 2013. Et donc, les résidents et les  
résidentes, et les membres des groupes communautaires ont demandé. C'est une demande  
historique qui a été inscrite et qui, à un moment donné, a été effacée, complètement effacée.

495 Et donc l'Université de Montréal a complètement passé à côté de son obligation de fournir  
des résidences étudiantes à ces propres étudiants. Je veux bien qu'elle ne soit pas dans  
l'immobilier, je comprends. Mais toute université a toujours une cité universitaire pour les étudiants  
et l'Université de Montréal n'a pas prévu dans le cas du Campus Mil.

**LE COMMISSAIRE GAUTHIER :**

500 Mais vous attirez notre attention, en fait, sur les représentations qui ont été faites par le  
milieu, qui ont trouvé écho dans le rapport.

Mais cet engagement-là auquel vous faites référence, il apparaît où ? Est-ce qu'il y a des  
écrits...

505 **Mme GIULIANA FUMAGALLI :**

... c'était dans les plans. Si vous voulez, je peux vous fournir des documents, mais il y a  
des plans dans lesquels on voit physiquement les résidences. Et un moment donné, ça disparaît.

510 **LE COMMISSAIRE GAUTHIER :**

O.K. Donc, c'est ce à quoi vous référez ?

**Mme GIULIANA FUMAGALLI :**

515 Oui.

520

**LE COMMISSAIRE GAUTHIER :**

525 Maintenant, la localisation des résidences, vous faites allusion au fait qu'on ne les a pas  
construites puis qu'on ait construit, à la place, autre chose. Donc, est-ce que c'est littéral ? C'est-  
à-dire, est-ce que ces résidences-là étaient prévues sur un site qui a été utilisé à d'autres fins  
depuis ? Est-ce que c'est ce qu'il faut comprendre de votre mémoire ? Et quel était ce site ?

**Mme GIULIANA FUMAGALLI :**

530 Oui, ça a été vendu aux enchères au plus offrant.

**LE COMMISSAIRE GAUTHIER :**

535 Quel était le site en question, je vous prie ?

**Mme GIULIANA FUMAGALLI :**

Pardon ?

540 **LE COMMISSAIRE GAUTHIER :**

Quel était le site en question ? Est-ce que vous pouvez nous le...

**LA PRÉSIDENTE :**

545 ... le situer.

**Mme GIULIANA FUMAGALLI :**

550 Là où sont présentement les condos, donc devant le pavillon. C'est ça qui a été vendu  
aux enchères à un promoteur privé.

555

**LE COMMISSAIRE GAUTHIER :**

O.K., et ce sont ces terrains-là, en fait, qui, dans un plan, là, étaient destinés à tout le moins en termes de représentation graphique et tout, O.K.

560

**Mme GIULIANA FUMAGALLI :**

Effectivement.

565

**LE COMMISSAIRE GAUTHIER :**

Et ce plan-là était un plan... quelle était la nature du plan ? C'est un plan qui a été déposé officiellement, qui a été présenté publiquement ?

570

**Mme GIULIANA FUMAGALLI :**

Bien si moi je suis en mesure de vous en parler aujourd'hui, c'est que c'était un document public que je vous dis que je pourrais vous fournir, le cas échéant, si vous le voulez.

575

**LE COMMISSAIRE GAUTHIER :**

Oui, s'il vous plaît.

580

**LA PRÉSIDENTE :**

Oui. S'il vous plaît.

**Mme GIULIANA FUMAGALLI :**

585

Très bien. Et si vous me permettez de revenir, Madame Casara, Madame la présidente, à votre première question, j'ai participé aussi peut-être à une ou deux autres rencontres avec l'agente responsable de la communication avec la communauté.

590 Mais comme je vous dis, sans pouvoir voir le fruit de ces discussions se matérialiser, tant  
au niveau de l'employabilité, tant au niveau des logements et d'autres sujets qui ont été discutés  
et qui seront mentionnés par d'autres intervenants plus loin, notamment.

**LA PRÉSIDENTE :**

595 O.K. Merci beaucoup. Est-ce que mes deux collègues auraient une question subséquente  
à poser, parce que nous avons déjà dépassé nos dix minutes.

**LE COMMISSAIRE CHARLES :**

600 Ça va pour moi. Merci.

**LE COMMISSAIRE GAUTHIER :**

605 Oui, ça va. On va respecter le temps, merci, Madame.

**Mme GIULIANA FUMAGALLI :**

610 Merci de m'avoir donné l'opportunité, l'occasion de présenter ce document et de répondre  
à vos questions.

**LA PRÉSIDENTE :**

C'est nous qui vous remercions de votre participation. Merci, bonne fin de soirée.

615 **Mme GIULIANA FUMAGALLI :**

Au revoir.

---

620

**M. EMANUEL GUAY, Mme AMY DARWISH ET M. MOHAMMAD-AFAAQ MANSOOR**  
**Comité d'action de Parc-Extension – CAPE**

625

**LA PRÉSIDENTE :**

630

Alors, maintenant j'inviterais l'organisme le Comité d'action de Parc-Extension, le CAPE. Je crois que les présentateurs qui sont là ce soir c'est monsieur Emanuel Guay et madame Amy Darwish. Est-ce que j'ai les bons interlocuteurs ? Monsieur Guay est là ? Est-ce que madame Darwish est avec vous ? Oui, parfait. D'accord.

635

Alors, je vous rappelle les règles ; vous disposez de dix minutes. On a déjà pris connaissance de votre mémoire, des recommandations. On a déjà des questions dans notre tête, mais profitez de votre dix minutes pour aller plus loin, pour partager avec nous vos expériences du terrain, étayer vos recommandations. La parole est à vous pour dix minutes.

640

**M. EMANUEL GUAY :**

Peut-être une précision, en fait. On a un collègue aussi, Mohammad-Afaaq Mansoor, qui a mentionné qu'il était dans la liste d'attente, en fait, pour accéder au Zoom. Il vient tout juste de nous envoyer un message à ce propos.

645

**LA PRÉSIDENTE :**

Est-ce que vous avez une présentation Powerpoint ou des documents à partager avec nous ce soir ? Non ?

650

**M. EMANUEL GUAY :**

Non.

655

**LA PRÉSIDENTE :**

Parfait.

**M. EMANUEL GUAY :**

660

Bien écoutez, sans plus tarder. D'abord, merci beaucoup aux commissaires puis à l'OCPM d'avoir organisé cette consultation. Merci d'avance à tout le monde pour votre attention.

665

Donc, je me présente, je m'appelle Emanuel, je suis ce soir avec mes collègues Amy Darwish et Mohammad-Afaaq Mansoor. On travaille les trois au Comité d'action de Parc-Extension, qui est le comité logement donc du quartier Parc-Extension.

670

Ce qui fait de nous, en quelque sorte, des témoins privilégiés des dynamiques résidentielles dans le quartier et en particulier de la manière dont cette dynamique-là évolue pour les locataires les plus vulnérables, en fait.

675

Parc-Extension, comme l'a mentionné madame Fumagalli, dans l'intervention précédente, est un quartier avec des caractéristiques assez distinctes, en quelque sorte. C'est un quartier marqué par une précarité socio-économique assez forte, par une population majoritairement issue de l'immigration récente, de première, deuxième génération.

680

Une forte concentration de personnes aussi qui sont racisées et qui ont construit des réseaux d'entraide très fort, en fait, pour être capables de conjuguer avec différents défis qui accompagnent justement leurs conditions de vie, la pauvreté puis l'impact du racisme systémique sur les différentes composantes de leur vie, là, finalement.

685

Alors, nous on est très préoccupés par l'augmentation qu'on observe sur le terrain et qui commence à être documentée aussi avec des statistiques, par l'entremise de recherches qui sont menées dans le quartier.

690

On est très préoccupés par l'augmentation de la précarité résidentielle, finalement, qui affecte très durement les locataires à faibles revenus avec lesquels on essaie de soutenir dans le cadre de notre travail, finalement.

Et puis, on avait collaboré avec le projet de cartographie anti-évacuation de Parc-Extension l'an dernier, à la publication d'un rapport, qui s'appelait « MIL façons de se faire évincer ».

695 D'ailleurs, ce que madame Fumagalli avait mentionné le plan, finalement, un peu directeur dans lequel les résidences étudiantes sont mentionnées et reproduites dans le rapport « MIL façons de se faire évincer ».

700 C'était finalement un plan de développement du campus, d'aménagement, qui avait été présenté dans le cadre de la consultation de l'OCPM, la première. Celle en 2007, ça avait été présenté par Hardy, Provencher Roy et l'Université de Montréal, à la page 43 dans le mémoire déposé.

Et puis dans le rapport « MIL façons de se faire évincer » qui est disponible en ligne, c'est à la page 28. Donc, ça c'était un point de précision.

705 Et puis, d'ailleurs j'imagine qu'il y a des personnes qui tiennent le temps. Moi, je m'en tiens à cinq minutes. Vous pourrez me faire un rapide signe quand j'aurai fini ma moitié de la présentation.

710 Alors nous, finalement, on suit de près – le CAPE, les personnes qui travaillent au CAPE depuis... donc on existe depuis 86 et puis le CAPE a participé aux deux consultations précédentes de l'OCPM sur le Campus Mil, autrefois le Campus Outremont.

715 Et puis ce qui est assez frappant, c'est que c'est à peu près les mêmes constats qui ressortent depuis 15 ans. C'est le fait qu'il y a une inquiétude par rapport à l'impact de l'Université de Montréal, ou plus précisément de son extension au sud de Parc-Extension, sur les dynamiques résidentielles dans le quartier.

720 Puis il y a des demandes qui sont adressées pour que l'Université de Montréal en fasse plus. Et puis je pense que ces demandes-là, en fait, nous le Comité d'action Parc-Extension, on pense que ces demandes-là sont encore tout à fait raisonnables.

725 Dans un contexte où l'Université de Montréal est une institution majeure, c'est une des universités les plus prestigieuses au Canada, c'est vraiment, t'sais, qui est capable de mobiliser des ressources considérables, en fait, pour mener ses projets à bien.

Qui a été capable de solliciter du financement public des trois paliers de gouvernement, municipal, provincial et fédéral, qui totalisent plusieurs dizaines de millions de dollars pour mener à bien la première phase du Campus Mil.

730 Et on pense que dans ce contexte-là, l'UdeM dispose des outils pour être plus engagée. Et dans le rapport « MIL façons de se faire évincer », il y a une section à la toute fin sur la responsabilité sociale des universités qui met bien en lumière que dans d'autres universités comme la Simon Fraser en Colombie-Britannique ou la Northeastern University aux États-Unis, il y a des engagements qui ont été pris, très clairement, pour soutenir les communautés.

735 Dans un contexte où on reconnaît que l'université, certes est un lieu de création, de savoir, d'innovation qui joue un rôle déterminant dans nos sociétés, mais qui peut aussi accélérer les inégalités dans un contexte où que ça peut attirer une population beaucoup plus aisée à proximité de quartiers où on a une population qui est des fois plus défavorisée.

740 Donc, je pense que ce sont des éléments qui me semblent importants à souligner. Aussi, c'est déjà mentionné dans le rapport, le mémoire qu'on a soumis pour cette consultation-ci, mais on pense que les justifications ou les motifs qui sont mis de l'avant actuellement par l'UdeM pour dire que l'université en a fait assez pour atténuer son impact, sont insuffisants.

745 Notamment, la clinique l'Extension est très régulièrement mentionnée. Ça a été le cas dans le cadre de cette consultation-ci, par exemple le 2 septembre 2021. L'Extension a été mentionnée comme une des principales stratégies d'engagement communautaire et de lutte contre la gentrification de l'UdeM.

750 Ça avait été le cas aussi le 16 septembre 2021 quand on avait soumis les questions. Ça faisait partie des éléments de réponse qui nous ont été remis. Il y avait la clinique l'Extension.

755 Puis l'engagement pris par la ville de Montréal dans le cadre du PDUÉS c'était de développer 225 logements sociaux.

760 Pour nous, la clinique L'Extension c'est une excellente nouvelle. On ne cherche pas à discréditer cette initiative-là, mais au final, on pense que ça ne répond pas nécessairement à la principale demande qui a été adressée, tant par le CAPE et pas plusieurs groupes communautaires, au courant des dernières années.



C'est-à-dire, la pérennisation du logement abordable, social, en fait. Le développement du logement social et communautaire dans le quartier de Parc-Extension et aussi une stratégie de développement de résidences étudiantes abordables, qui permettrait de retenir une partie de la population étudiante sur le campus.

765

Si on se rappelle bien, finalement, les terrains qui devaient être assignés pour des résidences étudiantes, ont été vendus par l'UdeM à cause d'un problème de viabilité financière. C'est la motivation qui avait été donnée à l'époque.

770

Et puis nous, ce qu'on cherche à soulever, bon, ces terrains-là ont déjà été vendus, mais on aimerait que l'Université de Montréal réfléchisse sérieusement aux manières pour utiliser les leviers à sa disposition pour peut-être, en quelque sorte, développer des nouvelles résidences étudiantes ou à tout le moins, engager un véritable dialogue avec les groupes communautaires à l'extérieur des consultations de l'OCPM, considérant que les consultations, finalement, c'est souvent les mêmes revendications qui finissent par revenir.

775

Donc, on pense que c'est important de passer à une prochaine étape. Donc, j'imagine que ça conclut pour mes cinq minutes. Je céderais la parole à mes collègues.

780

**LA PRÉSIDENTE :**

Oui, Madame Darwish.

785

**Mme AMY DARWISH :**

Alors, merci beaucoup Emanuel. Alors, Emanuel vous a fourni un aperçu assez complet des impacts du Campus Mil au niveau de la gentrification de Parc-Extension. Je voulais également souligner juste deux points supplémentaires.

790

Premièrement, je voulais juste souligner que la construction de la nouvelle école primaire sur le terrain du Campus Mil par le Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys, met en lumière d'autres enjeux concernant le manque d'établissements scolaires. Non seulement à Parc-Extension, mais aussi dans d'autres quartiers environnant.

795 Comme vous le savez peut-être, le CSSDM va expulser des groupes communautaires du  
Complexe William-Hingston afin de procéder à des rénovations, à partir de décembre 2022. Le  
complexe William-Hingston, c'est un des seuls espaces communautaires à Parc-Extension, c'est  
vraiment un point névralgique pour le quartier.

800 Il abrite, par exemple, des groupes en sécurité alimentaire, des centres de loisirs, le  
CAPE, ainsi que d'autres groupes qui offrent un soutien direct aux résidents et résidentes du  
quartier.

805 Nous ne savons pas combien de temps dureront les travaux, et si les groupes  
communautaires pourront revenir par après.

810 Compte tenu le manque de places dans les écoles du quartier et la possibilité que la  
CSSDM reprenne le complexe pour ses propres besoins, dans cette optique, nous espérons que  
la nouvelle école primaire développée par le Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeois  
pourra être accessible aux étudiants de Parc-Extension et pourrait potentiellement répondre à la  
demande pour un plus grand nombre d'établissements scolaires, et éviter l'expulsion des  
organismes communautaires du quartier.

815 Nous voulons également souligner que le retrait du secteur Atlantic du règlement 06-069  
et son assujettissement au règlement d'urbanisme d'Outremont, ne devrait pas se faire au  
détriment de l'atteinte de l'objectif de 225 logements sociaux dans le secteur PDUÉS.

820 Non seulement, est-ce que cet objectif devrait être atteint dans les plus brefs délais, mais  
devrait même être bonifié étant donné l'impact du campus sur le marché locatif, ainsi que  
l'ampleur des besoins des logements sociaux des locataires de Parc-Extension.

825 En résumant, nous croyons que des mesures doivent être prises pour assurer que  
l'expansion du campus ne se fait pas au prix de plus d'évictions et d'une plus grande instabilité  
résidentielle pour les résidents de Parc-Extension.

Considérant que le Campus Mil a bénéficié d'un important investissement de fonds  
publics et continuera vraisemblablement à recevoir des fonds publics dans le futur, l'Université de  
Montréal devrait être responsable envers les résidents de Parc-Extension et utiliser les ressources  
à sa disposition afin de limiter son impact sur le quartier.

830

Dans cette optique, nous aimerions présenter les recommandations suivantes :

- Premièrement, nous croyons qu'il est plus que temps que l'UdeM reconnaisse pleinement son impact à Parc-Extension et entame un vrai dialogue avec les organismes du quartier afin d'atténuer cet impact ;

835

- Nous réitérons également notre recommandation que l'Université développe des résidences étudiantes sur le site du campus et travaille avec le gouvernement afin de développer une stratégie provinciale pour le logement étudiant à but non lucratif ;

840

- Nous recommandons que l'Université identifie en collaboration avec les groupes communautaires du quartier, des manières à soutenir des projets qui œuvrent déjà à atténuer les problèmes qui affectent les résidents de Parc-Extension. Notamment, les projets de logement social et communautaire ;

845

- Tel que mentionné auparavant, le CAPE recommande que des mesures soient prises pour favoriser l'accès des élèves de Parc-Extension à la nouvelle école primaire sur le terrain du Campus Mil ;

850

- Et puis finalement, l'expansion du Campus Mil et la construction, notamment, du centre d'innovation en intelligence numérique, va sûrement contribuer à la spéculation immobilière et exercer même plus de pression sur le marché locatif de Parc-Extension ;

855

- Pour cette raison, nous recommandons que l'engagement pris par la ville de Montréal dans le cadre de l'adoption du PDUÉS de construire 225 unités de logement social, doit être respecté dans les plus brefs délais ;

860

- Il doit également être majoré pour répondre aux besoins qui existent dans le quartier ;
- Nous recommandons également que le nombre de 195 logements sociaux sur le site du Campus Mil soit augmenté. Nous croyons que l'ancienne politique d'inclusion à des logements est insuffisante et ne permet pas le développement d'un nombre adéquat de logements sociaux. Merci beaucoup.

865

**LA PRÉSIDENTE :**

870 Merci, Madame Darwish. Est-ce que, les dix minutes sont pratiquement écoulées. Est-ce que monsieur Mansoor a quelque à ajouter aux propos des deux autres de ses collègues ?

**M. MOHAMMAD-AFAAQ MANSOOR :**

875 Non, mes collègues ont fait le résumé du mémoire, je suis là pour aider à répondre aux questions.

**LA PRÉSIDENTE :**

880 D'accord, merci. Alors, on va passer maintenant aux questions des commissaires. O.K. Vous avez mentionné, vous voulez, en fait vous recommandez que la collaboration entre l'Université avec les groupes communautaires locaux, des manières de soutenir des projets.

885 Est-ce qu'il y a eu dans le passé des tentatives, des propositions qui ont été faites de votre part ou d'autres organismes à l'Université de Montréal et quelle a été la réception de ces tentatives de partenariat de la part de l'Université de Montréal? Est-ce que vous avez des exemples à nous donner ?

**M. EMANUEL GUAY :**

890 Peut-être rapidement, mes collègues pourront compléter. Mais à titre d'exemple, là, dans le mémoire qui avait... en fait, dans une analyse qu'on a faite des mémoires déposés dans le cadre de la consultation de l'OCPM en 2013, on voyait le développement de logements abordables, sociaux, coopératifs, étudiants, des mesures pour s'attaquer à la pénurie de logements abordables et de qualité dans le secteur finalement, bien dans les différents secteurs du PDUÉS.

895  
900 Il y avait des mémoires qui demandaient une meilleure reddition de compte, une plus grande transparence, une plus grande représentation des quartiers dans le processus de planification, finalement à la fois du campus lui-même, mais de planification et de mise en œuvre du PDUÉS, en fait.

905 Et en ce qui nous concerne la réception de l'Université de Montréal, on le mentionne déjà dans notre mémoire qu'on a déposé il y a quelques jours, mais dès, en fait, dès en 2013, il y avait des réserves qui avaient été émises par l'OCPM par rapport à l'attitude de l'Université de Montréal dans le cadre des consultations, qui avait été jugée relativement distante par rapport aux attentes des groupes communautaires et des citoyens et citoyennes qui s'étaient mobilisés dans le cadre de ces consultations-là.

910 Puis, il y avait cette idée-là aussi que l'Université de Montréal trouvait que les attentes des citoyens, des citoyennes face à l'institution étaient excessivement élevées, qui était un avis pas partagé par l'OCPM, en fait. Donc, ça c'est un exemple.

**LA PRÉSIDENTE :**

915 O.K. Une autre question qui rebondit sur une de vos recommandations ; que des mesures soient prises pour favoriser l'accès des élèves de Parc-Extension à la nouvelle école primaire. Quel type de mesure préconiserez-vous ? Dans votre expérience, est-ce que vous avez des idées de quelles mesures pourraient être mise en place ?

920 **M. EMANUEL GUAY :**

925 Peut-être que je peux commencer, encore une fois. Je ne tiens pas à monopoliser le micro, mais d'une part, s'assurer qu'il y ait des campagnes d'information pour aviser de la présence et de l'accessibilité de cette école-là dans le quartier de Parc-Extension.

Autant que possible en ayant une sensibilité pour la réalité de Parc-Extension, peut-être avec du matériel multilingue, au moins pour que l'information se rende finalement aux résidents puis aux résidentes.

930 Evidemment, on ne demandera pas à l'école elle-même, je veux dire, d'intégrer peut-être le punjabi ou l'ourdou, mais on peut à tout le moins s'assurer que l'information sur le fait qu'il y a une école, que c'est disponible. Ce n'est pas dans le quartier, mais c'est à proximité de, soit rendue disponible largement.

935 T'sais, je pense qu'il y a un problème souvent de communication des informations qui fait que l'impact de l'Université de Montréal ou sa présence se fait sentir plus par une montée des évictions puis des loyers, plutôt que par une offre de service bonifiée.

**LA PRÉSIDENTE :**

940 D'accord. Merci, c'est intéressant comme réponse. Je vais demander maintenant à Pierre-Constantin de vous transmettre ses questions.

**LE COMMISSAIRE CHARLES :**

945 Oui. Merci, Madame la présidente. J'ai une question un petit peu rapide, mais qui va aller au-delà de votre mémoire, pour lequel je vous en remercie beaucoup.

950 Je me demandais, vous avez beaucoup parlé des impacts de la venue du campus sur le quartier Parc-Extension. Est-ce que dans le secteur communautaire, est-ce qu'il y a eu des réflexions qui ont été faites qui pourraient nous amener à considérer la venue du campus comme étant une occasion, une opportunité de transformer, de développer le quartier Parc-Extension ou améliorer les conditions de vie de la population et ce faisant, amener à établir une collaboration différente avec, envisager des collaborations différentes avec le Campus Mil. Ces réflexions existeraient-elles ?

**LA PRÉSIDENTE :**

960 Monsieur Guay, Madame Darwish, Monsieur Mansoor, qui veut répondre à la question ?

**M. MOHAMMAD-AFAAQ MANSOOR :**

965 Je pourrais faire un jet de réponse. C'est que, l'arrivée du Campus Mil en soit, la mission du campus n'est pas remise en question. Alors je ne dis pas que, l'arrivée d'une université n'est jamais une mauvaise chose (inaudible) un vecteur de mobilité par beaucoup de gens. Je crois que les résidents de Parc-Extension ne sont pas contre l'arrivée d'une université proche.

970 Je crois que beaucoup dans l'avenir vont y aller, leurs enfants y aller, tout ça. Le problème n'est pas là. Le problème, ce sont les conséquences que l'arrivée d'un tel campus a sur le parc locatif et sur le prix des loyers.

Alors, c'est ça, on ne veut pas que l'arrivée d'un nouveau campus qui a une mission très louable, pousse les résidents à sortir du quartier qui a longtemps été leur antre.

975 Il faudrait que l'Université de Montréal reconnaisse le contexte du quartier, la vulnérabilité des gens qui y habitent, son effet sur la population locale et pour assurer que ces gens-là... c'est quand même un quartier qui est habité par des communautés pendant longtemps et c'est leur communauté qui les (inaudible) plus longtemps.

980 Il y a des lieux de culte, il y a des communautés, il y a (inaudible). Et leur arrivée ne veut pas dire que dans 10, 20 ans toutes ces communautés sont enrayées par un nouveau groupe de gens.

985 C'est certain que si ça arrive dans 10, 15 ans, il y aura une nouvelle communauté dans Parc-Extension qui sera très contente d'un campus à l'image du secteur proche d'un campus universitaire.

990 Présentement, c'est les résidents actuels, des communautés actuelles qui ont bâti un quartier pour des gens beaucoup à faible revenu, qui n'ont pas beaucoup les moyens, bien eux sont plus (inaudible).

995 Alors, ce n'est pas directement la mission du Mil qui est remise en question, mais plutôt son effet sur les gens de Parc-Extension. Je pense que c'est ça que vraiment on veut que l'Université reconnaisse et aide à régler la situation, notamment avec toutes les recommandations qu'on a émises.

**LA PRÉSIDENTE :**

1000 Merci, Monsieur Mansoor. Je vais passer maintenant la parole à Pierre Gauthier.

**LE COMMISSAIRE GAUTHIER :**

1005           Merci pour vos présentations et notamment Monsieur Guay pour vos précisions quant au plan directeur d'aménagement qui est renvoyé à une question posée précédemment.

1010           J'aurais trois questions, si on a le temps, là. Mais qui renvoient, en fait, à votre expertise, surtout la dernière, là, qui est une question plus en profondeur. Mais dans le premier cas, évidemment vous avez évoqué beaucoup, puis c'est un terme récurrent déjà dans nos discussions, nos rencontres avec les participants.

1015           Les pressions sur les loyers et les pressions à la hausse sur des loyers qui seraient imputables, nous dit-on, à la présence, à la venue du campus à son développement.

              Alors ma question est celle-ci : est-ce que vous avez des études ou accès à des études ou à des données ou à des, dans le cadre de vos travaux, là, quotidiens, qui permettent de distinguer spécifiquement, là, un impact, et de mesurer cet impact-là ?

1020           Et quand je dis « spécifiquement », là, par rapport à d'autres types d'impacts ou à de l'évolution similaire qui pourrait disons être vécu dans d'autres milieux, en termes d'embourgeoisement, et cetera et d'impact sur le coût des loyers résidentiels. Puis éventuellement, si vous avez des commentaires sur les loyers commerciaux, du commerce de proximité, c'est une question qui m'intéresserait aussi de vous entendre aborder.

1025

**M. EMANUEL GUAY :**

              Merci. En fait, à moins qu'Amy tu voulais intervenir.

1030

**Mme AMY DARWISH :**

              Non, tu pourrais commencer Emanuel, pas de problème.

1035



**M. EMANUEL GUAY :**

1040 Bien c'est ça. Je pourrais peut-être répondre à votre question peut-être en ce qui concerne les études produites sur la pression à la hausse des loyers, si on peut isoler l'incidence de l'UdeM.

1045 On a, en fait, une chercheuse avec laquelle on collabore, Violaine Jolivet, qui est en géographie justement à l'Université de Montréal. Et puis, elle, elle mène une étude basée, entre autres, sur des annonces sur différentes bases de type Kijiji, évidemment des sites sur lesquels sont annoncés les appartements à louer.

1050 Et puis ce qu'elle avait établi dans ses résultats de recherche qu'elle avait partagés avec nous et qui avaient été soumis après, et d'ailleurs republiés dans le rapport « MIL façons de se faire évincer », c'est que les annonces dans Parc-Extension qui mentionnent le Campus Mil ou qui ont des formulations qui vont dire « idéal, à proximité du Campus Mil, idéal pour les étudiants et les étudiantes », sont en moyenne 100 dollars plus élevés.

1055 Le loyer est en moyenne 100 dollars plus élevé pour ces unités-là, t'sais. Donc, ce qui est quand même... c'est assez rare qu'il y a une différence aussi importante pour une question d'à peine une phrase et demie.

1060 Donc, pour nous, c'était déjà quand même révélateur. Puis une étude qu'on avait menée par nous-mêmes, montrait qu'il y avait un écart vraiment saisissant aussi entre le loyer moyen établi par la Société canadienne d'hypothèques et de logement dans son enquête annuelle.

1065 Puis ce que nous on observait, encore une fois avec des annonces sur Kijiji puis différentes plateformes similaires.

Je ne sais pas Amy s'il y avait justement autre chose pour...

**Mme AMY DARWISH :**

1070 J'allais effectivement citer cette étude. Merci Emanuel.

**LA PRÉSIDENTE :**

1075 Pierre ?

**LE COMMISSAIRE GAUTHIER :**

1080 Oui, une de vos recommandations dans votre mémoire, là, propose en fait de développer des résidences étudiantes sur le site du campus. Donc, vous êtes très explicites à cet égard-là. Pourquoi sur le site du campus, dans votre esprit, plutôt que de développer des résidences si c'est ça le... t'sais, ceci étant l'objectif, là, de développer des résidences, j'imagine comme mesure qui pourrait compenser les effets que vous nous décriviez, là justement.

1085 Pourquoi sur le campus, pourquoi précisez-vous sur le campus, est-ce qu'il y a une raison particulière que vous aimeriez nous partager ?

**Mme AMY DARWISH :**

1090 Nous avons fait cette précision-là, notamment parce que nous croyons que c'est important que l'Université de Montréal assume ses responsabilités au niveau de limiter son impact dans les quartiers environnants.

1095 La ville de Montréal s'est donné le droit de préemption sur plusieurs terrains à Parc-Extension et notamment, dans le secteur PDUÉS, notamment le secteur Atlantic, Marconi-Alexandra, ainsi que dans le sud de Parc-Extension.

1100 Parc-Extension est déjà très peu desservi par le logement social. La densité de logement social, déjà à Parc-Extension est d'environ 7 % par rapport à la moyenne montréalaise de 11 %. Nous croyons que ces terrains devraient servir à la construction de projets de logement social et communautaire pour les locataires de Parc-Extension.

1105 Déjà, les locataires de Parc-Extension, il y a énormément de compétition pour les logements décentes et abordables avec les étudiants de l'Université de Montréal, nous ne croyons pas qu'ils devraient aussi être en compétition pour les espaces de logement social aussi.

**LE COMMISSAIRE GAUTHIER :**

1110           Donc, que les résidences ne soient pas en compétition ou en fait que l'Université de Montréal, le cas échéant avec des groupes, qu'ils essaient de déployer du logement social et communautaire.

**Mme AMY DARWISH :**

1115           Oui, effectivement.

**LE COMMISSAIRE GAUTHIER :**

1120           Dernière question. C'est une question qui est très large, là, mais votre mémoire dit que la politique d'inclusion à l'égard des logements sociaux de la ville de Montréal, ne permet pas de développement d'un nombre adéquat de logements sociaux. Donc, c'est l'ancienne politique.

1125           Et on sait qu'il y a maintenant une nouvelle politique de, le règlement d'une métropole mixte, donc pourquoi pensez-vous que la politique précédente ne réussirait pas à livrer la marchandise, pour ainsi dire ?

1130           Et pensez-vous que la nouvelle politique est plus prometteuse à cet égard-là sur la base de votre expertise et votre expérience de terrain, est-ce que vous pensez que ce sont là des réponses, en tout cas dans le cas de la nouvelle politique, dans ce cas-ci, qui sont adéquates ou qui ont un potentiel intéressant pour la production, en fait, de logements sociaux et communautaires.

**Mme AMY DARWISH :**

1135           J'invite mes collègues à compléter ma réponse, mais peut-être pour commencer, l'ancienne politique d'inclusion a seulement permis le développement de 195 unités de logement social sur le terrain du Campus Mil. Nous croyons que c'est très peu, particulièrement étant donné l'impact du campus par rapport à la spéculation à, non seulement à Parc-Extension, mais aussi à  
1140           d'autres quartiers environnants.

Bien que nous trouvons que le règlement métropole mixte c'est un peu à l'avant, nous croyons que c'est bien que la ville se donne des leviers pour construire plus de logements sociaux. Nous croyons aussi qu'elle ne va pas assez loin.

1145

Notamment, nous questionnons un peu des objectifs pour le logement abordable. C'est fixé par rapport aux loyers du marché et très souvent, ces logements ne sont pas abordables à la grande majorité des locataires qui vivent à faible revenu.

1150

De plus, l'objectif par rapport au logement familial, nous croyons que ça pourrait également être recadré par rapport au logement social.

Si nous voulons vraiment des logements qui pourraient accommoder des familles à faible ou à revenu modéré, nous croyons que ça passe par le logement social.

1155

**LA PRÉSIDENTE :**

Est-ce que quelqu'un veut compléter la réponse de madame Darwish ?

1160

**M. EMANUEL GUAY :**

Oui, je pense que c'était très complet. Ce que j'ajouterais rapidement, c'est la politique d'inclusion était essentiellement incitative, finalement. Puis il y avait la possibilité de contribuer à un fonds plutôt que de développer du logement social à même les projets résidentiels ou dans des sites réservés.

1165

Puis il y avait une enquête qui est paru récemment dans le devoir qui montrait bien que finalement, le fait d'investir de l'argent dans un fonds qui serait dédié au développement de logement social, était la voie privilégiée par les promoteurs immobiliers privés. Ce qui aurait mené à une perte dans la période, justement entre – si je ne me trompe pas – 2005 et 2012, mais je dis ça sous toutes réserves.

1170

Depuis 2005, il y a 1 904 logements sociaux qui auraient pu être développés si ça avait été une mesure, non seulement pas incitative, mais vraiment un règlement.

1175

1180 Donc, le règlement pour une métropole mixte, en imposant finalement la formule 20-20-20 est un pas dans la bonne direction, comme le mentionne ma collègue Amy. Ceci dit, le CAPE, on ne pense pas qu'on peut compter seulement sur le développement résidentiel immobilier privé pour répondre aux besoins en logement social et communautaire. Il faut aussi une intervention forte du public en soutien, en partenariat avec les groupes communautaires dans les quartiers concernés.

**LA PRÉSIDENTE :**

1185 Merci. Alors, si mes collègues n'ont pas d'autres questions, le prochain présentateur est arrivé.

1190 Alors, il nous reste à vous remercier de votre participation. Merci de votre mémoire et de vos réponses à nos questions. Bonne fin de soirée.

**M. EMANUEL GUAY :**

Merci beaucoup.

---

**M. DIDIER FERRIER**

**Club de soccer Mont-Royal Outremont (CSMRO)**

**LA PRÉSIDENTE :**

1200 Alors, merci. J'invite maintenant monsieur Didier Ferrier, qui représente un organisme qui s'appelle le Club de soccer Mont-Royal Outremont, le CSMRO. Bonjour, Monsieur Ferrier ?

**M. DIDIER FERRIER :**

1205 Bonsoir à vous tous.

1210

**LA PRÉSIDENTE :**

1215 Vous ne nous avez pas présenté de mémoire écrit. Et vous avez manifesté simplement votre désir de vous exprimer devant la commission. Alors, nous allons vous écouter et vous poser... vous avez dix minutes pour vous exprimer et les commissaires, après ça, ont dix minutes pour poser des questions, aller plus loin dans la réflexion avec vous. Alors, à vous la parole.

**M. DIDIER FERRIER :**

1220 Merci beaucoup, Madame la présidente. Merci à tous d'avoir organisé cette consultation et merci d'être présents.

1225 Donc, je vais d'abord vous présenter de façon très rapide le CSMRO. Donc, nous sommes un club de soccer Mont-Royal Outremont. Nous représentons une communauté de 1 900 joueurs avant la pandémie et 1 300 joueurs actuellement. Et un objectif l'année prochaine de 2 000 joueurs. Ce qui agrège un nombre de famille très important.

1230 Nous sommes l'un des principaux clubs de soccer sur l'Île de Montréal et nous avons des perspectives de croissance importantes avec le développement de la population des quartiers Outremont et Ville Mont-Royal, bien entendu.

Et les effets du campus amènent des nouvelles familles. Donc, on a une projection à plus de 1 300 membres à l'horizon de 2023 et bien au-delà de 2 500 membres à l'horizon de 2025.

1235 Face à cette croissance de notre activité, nous avons aussi un rayonnement pour la ville de Montréal et pour évidemment l'arrondissement d'Outremont de par nos performances sportives à travers l'éventail de notre communauté.

1240 J'évoque la performance sportive, puisque le Club de soccer Outremont vient de remporter, la semaine dernière, la première ligue de soccer au Québec et donc, est le club de la plus haute compétition au Québec et va représenter le Québec dans le championnat canadien à partir de l'année prochaine. C'est pour ça que je porte trois étoiles sur mon chandail et bientôt quatre, puisque le Club Outremont l'a fait quatre fois avec sa victoire de cette année.

1245 Et donc, on attire aussi des joueurs de soccer des quartiers autour de l'arrondissement, tout en respectant évidemment des formes de quotas positifs pour privilégier notre propre communauté locale.

1250 Le sens de mon intervention ce soir est donc le suivant : je voudrais d'abord exprimer que le Club de soccer est tout à fait favorable aux évolutions règlementaires qui vont avoir lieu pour permettre la construction d'écoles et l'aménagement de la partie Atlantic du projet Mil.

1255 Nous voulons exprimer également que dans le cas de l'école, nous aurions souhaité, nous avons exprimé – alors peut-être pas d'une façon assez formelle, je m'en excuse auprès de vous – que la partie cour de récréation de l'école qui servira aussi d'espace pour la population en-dehors des heures scolaires, soit plutôt un aménagement d'un terrain de sport multisports qui permettrait justement au club de soccer de pouvoir utiliser cette enceinte sportive en-dehors des heures scolaires, et qu'elle puisse être éclairée. Ce qui pourrait nous donner une infrastructure de plus.

1260 Tout semble, de notre démarche, c'est qu'aujourd'hui (inaudible), nous avons un problème d'infrastructure. Et nous manquons d'infrastructures et donc, nous souhaitons que soit intégré dans les projets (inaudible) et dans l'avenir, ce besoin criant d'infrastructure qui permet à notre communauté de faire du sport et de s'épanouir, au soccer principalement.

1265 Et donc c'est en ça que notre première remarque elle est de pouvoir intégrer dans ce concept de cour partagée, si j'ai bien compris, vous me corrigerez, les experts sont présents ce soir.

1270 De cette cour qui sert à la communauté en dehors des heures scolaires. Que ça puisse être un terrain de sport multisports, ça passe très concrètement par de l'aménagement de type de surface et de la représentation au sol de format de jeu et de délimitation sur le terrain qui permet cette pratique du multisports, en plus de quelques équipements sécuritaires pour les enfants, bien entendu, qui peuvent être installés en permanence. Que les enfants en profitent, évidemment, pendant les parties scolaires.

1275 Nous serons d'ailleurs dans ce cas, les premiers à prendre contact avec les représentants nommés et futurs de la nouvelle école Thérèse-Lavoie, pour pouvoir louer ou disposer du

1280 gymnase intérieur dans les moments non scolaires pour pouvoir utiliser ça en termes d'infrastructure de soccer.

Enfin, le deuxième point que je voudrais aborder et je vais permettre à tout le monde de gagner un peu temps, parce que je n'utiliserai peut-être pas les dix minutes de temps de parole.

1285 Dans le cadre de l'aménagement de la partie Atlantic, nous sommes évidemment favorables aux évolutions règlementaires qui concernent cette partie de COS and co (phonétique). Et nous avons identifié que sur cette partie qui fait 2,5 hectares, les capacités d'un terrain de soccer (inaudible) n'utilise que 6 000 mètres carrés, entre 6 000 et 8 000 mètres carrés.

1290 Donc, moins d'un hectare et donc, nous sommes ravis que si les choses vont dans ce sens-là, que l'arrondissement puisse comprendre la gestion de cette partie-là, si on a bien compris, et qu'on puisse proposer des projets et pouvoir disposer d'un terrain de soccer couvert qui permettrait d'accompagner le développement et le rayonnement du Club de soccer d'Outremont, Ville Mont-Royal qui va au-delà de l'existence qu'on connaît aujourd'hui.

1295 Voilà le sens de notre intervention, voilà le sens de notre opinion et vous comprendrez donc que ces points-là sont déjà intégrés dans la première phase et espérons, dans la deuxième phase, de pouvoir y participer. Voilà, Madame la présidente.

1300 **LA PRÉSIDENTE :**

Merci, Monsieur Ferrier. J'ai plein de questions, parce que je ne connaissais pas du tout votre organisme et puis ça m'intéresse.

1305 Alors, je comprends que vous desservez une clientèle, un membership qui va de quel âge à quel âge ?

**M. DIDIER FERRIER :**

1310 Nous avons un membership d'enfants de 4 ans, filles et garçons, jusqu'à senior, mais senior s'arrête malheureusement par, le sens des choses, vers 25-30 ans, 25-27 ans. Et donc, on a toute la communauté dès 4 ans pour les filles et les garçons.



**LA PRÉSIDENTE :**

1315

Et votre membership actuel, bon vous vous appelez Outremont Mont-Royal. Est-ce que vous allez aussi, vous ratissez dans les autres arrondissements et quel pourcentage à peu près de la provenance de vos membres ?

1320

**M. DIDIER FERRIER :**

Alors, nous avons une communauté de 1 900 membres potentiels. Bon, on est descendus à 1 300 à cause de la pandémie, mais on considère que nos chiffres de 2018 et 2019 ne peuvent que revenir en 2022. Donc, de 2 000 membres.

1325

Et par rapport à ça, nous avons à peu près une proportion entre 15 et 20 % de membres qui seraient extérieurs aux deux arrondissements. Naturellement, c'est plutôt proche de 15.

1330

En même temps, nous avons des engagements à obtenir les avis des représentants des arrondissements sur ces points-là et on est en général en-dessous puisqu'avec la capacité d'accueillir les enfants dès 4 ans, on est vraiment sur le service de la communauté avant de construire la partie plus compétitive qui elle, amène de temps en temps quelques joueurs ou joueuses de l'extérieur de l'arrondissement.

1335

**LA PRÉSIDENTE :**

Je comprends. Etant donné que le Québec, il y a l'hiver. Vous devez vous pratiquer à l'intérieur une bonne partie de l'année. Où est-ce que vous vous pratiquez actuellement ?

1340

**M. DIDIER FERRIER :**

Alors, actuellement, nous avons ce souci puisqu'une infrastructure va bientôt disparaître d'ailleurs, sur l'Île de Montréal, couverte. Je pense que vous le savez.

1345

**LA PRÉSIDENTE :**

Non.

**M. DIDIER FERRIER :**

1350

Qui s'appelle... j'ai oublié le nom, sur le côté... ça fait partie de (inaudible) de Concordia et ça va devenir un projet immobilier, mais dans deux ans. Et donc, on dispose encore de cette infrastructure pour un an.

1355

Donc, pour l'instant, pour répondre très précisément à votre question, on utilise les gymnases des écoles du quartier d'Outremont et Ville Mont-Royal, comme le gymnase de l'école (inaudible) et le gymnase (inaudible).

1360

On loue à prix d'heures quelques infrastructures à des arrondissements, mais à la ville de Saint-Laurent qui est de l'autre côté de la 40 ; le complexe Marcel-Laurin.

1365

Et donc, on sera évidemment, pour répondre à nos exigences communautaires en termes de volume et en termes de performance, il va de soi qu'on doit se doter, le plus rapidement possible, d'une structure couverte d'où cette idée de la zone Atlantic où l'espace pourrait être trouvé.

**LA PRÉSIDENTE :**

1370

D'accord. Bon, je vais arrêter mes questions. Je vais passer la parole à mes collègues...

**M. DIDIER FERRIER :**

... elles sont très bonnes, on bricole l'hiver...

1375

**LA PRÉSIDENTE :**

... qui trépignent d'impatience. Pierre-Constantin.

**LE COMMISSAIRE CHARLES :**

1380

Oui, en fait, deux petites questions rapidement également. Et lorsque vous parlez de 15 à 20 % de représentation ou de membres provenant d'autres quartiers autres qu'Outremont et

Mont-Royal, en chiffres absolus, ça représente quoi en termes de... (Inaudible) à une variation au-delà de l'épidémie. Un chiffre absolu c'est combien sur les 1 900 ?

1385

**M. DIDIER FERRIER :**

Bien quand on était 2 000, c'était 15 % de 2 000 et plus sur les catégories d'âges à partir de 12-13 ans et beaucoup moins sur la catégorie d'âge de 4 ans à 12 ans. La problématique de déplacement pour les familles influence énormément aussi ces chiffres.

1390

Quand vous avez un petit garçon de 6 ans qui joue au soccer, vous ne traversez pas toute l'Île de Montréal. Quand vous avez un garçon de 15 ans qui est plutôt élite, vous faites des kilomètres pour qu'il ait une équipe qui lui corresponde.

1395

C'est un aspect assez minoritaire du point. Simplement, je voulais montrer (inaudible) discussions précédentes, qu'on n'était pas du tout enclavé dans l'arrondissement et qu'on faisait rayonner les possibilités de notre club et nos arrondissements, un peu autour de nous.

1400

**LE COMMISSAIRE CHARLES :**

Et juste pour continuer, nous n'avons pas beaucoup de temps, deux petites sous-questions. Et qui établit ces quotas-là, les quotas de 15 à 20 %, j'imagine que c'est le conseil d'administration du club de soccer et ils proviennent essentiellement d'où, parce que vous avez parlé de la ville dans son ensemble ? Je pensais que c'était le quartier avoisinant. Ils pourraient provenir, ces jeunes-là, d'un peu partout de la ville de Montréal ?

1405

**M. DIDIER FERRIER :**

Nous avons des accords avec l'arrondissement de Ville Mont-Royal et avec l'arrondissement d'Outremont pour respecter ces engagements et favoriser la communauté locale. Les accords viennent de là.

1410

**LE COMMISSAIRE CHARLES :**

Tout à fait. Mais là je parle des quotas. Ce que vous appelez les quotas positifs, les 15 et 20 % ?

1415

**M. DIDIER FERRIER :**

1420 Mais on ne doit pas dépasser ces quotas-là, ça nous est demandé par nos partenaires du club qui sont l'arrondissement d'Outremont et que sont la ville de Montréal. C'est dans les contrats et les enjeux de facilité de mise à disposition de certaines infrastructures.

**LE COMMISSAIRE CHARLES :**

1425 O.K. Et ils proviendraient essentiellement d'où si vous le connaissez, si c'est possible pour vous de nous en informer ? Les jeunes qui font partie des quotas qui viennent d'ailleurs qu'Outremont et de Mont-Royal ?

**M. DIDIER FERRIER :**

1430 Sur les catégories de 4 à 12 ans, on a assez peu de sollicitation puisque la distance, les déplacements sont compliqués. Et à partir de 13 ans, là, on a des joueurs qui sont plus, qui viennent de Rosemont, qui viennent de Villeray, qui viennent même de (inaudible), qui viennent  
1435 de... voilà, c'est plus le côté compétitif et attrait de notre club qui amène certains joueurs, beaucoup plus pour faire profiter une communauté adjacente. Donc à très... s'il n'y a qu'une passerelle à traverser, on sera ravis d'accueillir, tout en respectant nos engagements, les enfants de Parc-Extension.

1440 Mais ça ne peut pas aller beaucoup plus loin. On n'aura jamais des enfants d'Anjou typiquement, qui viendraient ici.

**LE COMMISSAIRE CHARLES :**

1445 Merci beaucoup, Monsieur.

**LA PRÉSIDENTE :**

1450 Pierre Gauthier ?

**LE COMMISSAIRE GAUTHIER :**

1455 Oui, je vous remercie pour votre présentation. Donc, j'ai quelques questions effectivement. Je comprends que le terrain extérieur que vous décriviez qui serait adjacent à l'école, éclairé et tout. Donc, ce terrain, dans votre esprit, nécessite une surface synthétique ?

**M. DIDIER FERRIER :**

1460 Oui.

**LE COMMISSAIRE GAUTHIER :**

1465 Ça va de soi. O.K. Et, ce sont des terrains qui se doivent d'être clôturés, mettre des filets pour les ballons, ce genre de chose ?

**M. DIDIER FERRIER :**

1470 Il y a un paramètre de sécurité qui va être amené naturellement par un établissement scolaire, en termes de visibilité, en termes d'accessibilité. Et donc, la pratique du soccer sur cet espace-là ne nécessite pas une sur sécurité par rapport à ce que l'école aura besoin dans son fonctionnement.

**LE COMMISSAIRE GAUTHIER :**

1475 J'entendais plutôt des filets qui contiendraient en fait, les ballons à l'intérieur du site, ce genre de chose. Vous pensez que ça serait, selon votre évaluation préliminaire, ça s'imposerait ?

**M. DIDIER FERRIER :**

1480 Oui, puisqu'une partie, en plus, donne sur le centre communautaire d'Outremont juste à côté, puis si je ne me trompe pas, on parle de l'emplacement où il y a le parking actuellement, je crois que c'est ça, si je ne me trompe pas par rapport au plan.

1485

Donc, effectivement, de manière à protéger le bâtiment et donc on est sur des coûts qui sont très faibles. Un filet pour éviter que les ballons aillent dessus, des buts amovibles. Voilà, ce sont des choses très, l'enjeu n'est pas financier, il est d'être co acteur de cet aspect-là.

1490 Vous me tendez une perche. Comme j'ai été plus vite dans la présentation, je me permets  
une minute d'informer tout le monde que les terrains synthétiques, donc d'un point de vue  
technologie depuis 5 à 10 ans, ont énormément progressé et les problématiques  
environnementales d'îlots de chaleur qu'on pourrait constater et qu'on constate sur certains  
1495 terrains actuels, dont celui d'Outremont au parc Beaubien, n'ont plus lieu d'être avec les nouvelles  
technologies qui ont en partie enlevé ce problème.

Et des entreprises québécoises sont tout à fait compétentes pour réaliser des terrains synthétiques avec des impacts environnementaux relativement faibles.

1500 Je le précise parce que quand on parle d'un terrain synthétique, tout de suite, une partie  
des interlocuteurs pensent au côté environnemental. Et donc, il y a beaucoup de projets qui ont  
été faits dans cette technologie.

1505 Et la ville de Montréal a d'ailleurs construit dernièrement des terrains avec ces nouvelles  
normes et ces nouvelles recommandations de terrains synthétiques l'année dernière ou il y a deux  
ans. Il y a des rapports aussi qui ont été établis à la ville à ce propos.

**LE COMMISSAIRE GAUTHIER :**

1510 Je vous remercie. Vous faites bien de le préciser, parce qu'effectivement, c'était un enjeu  
et puis c'est très bien de le préciser au bénéfice de tous.

1515 Ma question : pourquoi ce site ? Serait-il... en termes de, si on fait... bon, on comprend  
les besoins, on comprend la nature des équipements requis, vous les avez bien décrits. Pourquoi  
votre dévolu se jette-t-il sur ce site particulier ? Donc, adjacent à l'école.

**M. DIDIER FERRIER :**

1520 On s'y jette parce qu'on a compris que cet espace pouvait être utilisé par la communauté  
en-dehors des heures scolaires, mais on est... sauf si on a peut-être à tort cru que les autres

parties étaient déjà allouées, mais s'il est possible de l'autre côté de la rue d'avoir un terrain de soccer à (inaudible) éclairé, on va signer tout de suite.

1525           Donc, cet état, ça, et rien, on pense qu'il y a que là qu'il restait une possibilité pour qu'on puisse s'insérer. Mais si vous pouvez influencer pour que demain on soit de l'autre de la rue à côté du bâtiment de l'université pour avoir un terrain plus grand et éclairé, voire même couvert, on n'a aucune objection.

1530           Donc, il n'y avait pas un choix délibéré. C'était un peu par défaut, parce qu'on avait compris que là... et on avait entendu dans certaines consultations que ça pouvait être envisagé et que c'était le seul, et malheureusement, on nous donnait que ça.

1535           Alors, qu'à la base, dans le projet Mil, on aurait aimé avoir un terrain de soccer de 6 000 mètres carrés et en faire vraiment une place d'activité centrale pour notre club et pour la communauté d'Outremont Ville Mont-Royal.

1540           Surtout que la localisation du Mil est pile, est vraiment au milieu entre Outremont et Ville Mont-Royal. D'ailleurs, nos bureaux de club sont au centre communautaire Outremont, 999, McEachran, parce que c'est justement ce point central entre les deux, les deux arrondissements, si je peux m'exprimer ainsi. Donc, on est ouverts à toute proposition, ailleurs.

**LE COMMISSAIRE GAUTHIER :**

1545           Donc, il y a un critère de localisation géographique et il y a, disons, une attitude un peu opportuniste de dire, bien peut-être que l'opportunité s'offre à nous. Donc, ce site-là pourrait convenir en termes de superficie et tout. Je comprends.

**M. DIDIER FERRIER :**

1550           Tout à fait. Et sur Atlantic, on voudrait quelque chose de couvert. (Inaudible) d'Atlantic couvert, peut-être qu'il est encore temps. Ça peut être ailleurs. Ce qu'il nous faut, c'est quelque chose de couvert qui fait 7 à 8 000 mètres carrés, donc même pas un hectare. Ce qui est envisageable qu'on peut voir sur la partie Atlantic, on a 2,5 hectares.

1555

**LE COMMISSAIRE GAUTHIER :**

Bon. A cet égard-là, c'était ma deuxième question, en fait. Cette autre infrastructure, qui en serait propriétaire ?

1560

**M. DIDIER FERRIER :**

On est ouverts à discuter avec l'arrondissement, bien entendu. Ça pourrait être l'arrondissement, ça pourrait être la ville de Montréal. Je ne pense pas qu'on ait nous, économiquement, les moyens de le financer et d'en être propriétaire, en tant que club de soccer. En plus, on est une association à but non lucratif. Donc, ce n'est pas dans nos gènes de posséder nos infrastructures.

1565

Et donc, on est ouvert à la discussion et à bâtir le projet avec la ville de Montréal ou avec l'arrondissement, bien entendu.

1570

**LE COMMISSAIRE GAUTHIER :**

Est-ce que vous êtes...

1575

**M. DIDIER FERRIER :**

... ça pourrait être aussi un propriétaire privé qui nous loue. On est ouverts à toutes discussions. Nous, on exprime le besoin et s'il n'y a pas d'espace, il n'y a pas de projet qui peut commencer et qui peut s'établir. On ne peut pas rentrer dans le détail.

1580

A partir du moment où on a un espace où on peut envisager de monter un projet, évidemment là on saura monter un projet, proposer des plans, proposer si l'université veut en être propriétaire et qu'on est une concession.

1585

C'est ce qui se passe dans d'autres lieux. Je crois, vous me corrigerez, bien entendu, mais je crois que le terrain à Beaubien appartient à l'école adjacente, pour l'instant. Et dans le cadre de sa rénovation, les choses vont peut-être changer.



1590 Il y a des schémas différents qui existent avec les arrondissements et qui sont tout à fait envisageables.

**LE COMMISSAIRE GAUTHIER :**

1595 En complément, très rapidement. Je comprends aussi que ce sont vos, la nature de vos ententes avec les partenaires prioritaires que sont, privilégiés, que sont l'arrondissement d'Outremont, la ville de Mont-Royal. Ces ententes-là, en fait, vous dictent les quotas que vous nous avez évoqués.

1600 Donc, est-ce que je peux comprendre que vous avez du succès comme organisation, vous avez de belles victoires et tout. Est-ce que je dois comprendre que vous estimez avoir un potentiel de croissance qui vous permettrait de vous déployer éventuellement avec d'autres partenaires ou dans un autre contexte vers élargir la palette des quartiers que vous servez, surtout pour les tout-petits, là, de ce je comprends, là.

1605

**M. DIDIER FERRIER :**

1610 On n'a pas de projet aujourd'hui d'aller trouver des infrastructures à 15 kilomètres ou à 10 kilomètres dans d'autres types de communautés. On veut rester sur notre communauté et la croissance elle vient, effectivement par un projet économique qui va amener beaucoup de familles. Je crois qu'on parle de près de 3 ou 4 000 familles.

1615 Et si d'autres types de projet de logement arrivent demain, il y aura encore plus de familles. Et donc, ma (inaudible), elle est ici à cet instant-là. Et donc, autant on est partenaires avec évidemment l'arrondissement d'Outremont ou Ville Mont-Royal, mais on peut aussi très bien, avec eu, en fait, exprimer ce besoin d'infrastructure en dehors d'une simple demande à l'arrondissement ou à Ville Mont-Royal.

1620 Ces cinq sens aussi de démarches et d'être dans des projets comme celui du Mil, avec lequel bien sûr les acteurs locaux viendront s'associer bien sûr, sur ces projets avec nous. Donc, on n'a pas d'extension aujourd'hui sur d'autres arrondissements en-dehors des deux qui créent notre club.

1625 **LE COMMISSAIRE GAUTHIER :**

Parce qu'il y a quatre, en fait, unités administratives aux pourtours, trois arrondissements et une ville associée au pourtour du site Mil. Merci.

1630 **M. DIDIER FERRIER :**

On n'en a pas avec eux.

1635 **LA PRÉSIDENTE :**

Je vous remercie, Monsieur Ferrier, pour votre présentation. C'était très rafraîchissant, disons. Les commissaires aiment toujours entendre parler de choses qu'ils ignorent, en fait. Alors, bonne fin de soirée.

1640 Nous, nous allons aller en pause pour dix minutes et nous reprenons à 20 h 35. Merci.

---

PAUSE

---

1645

**Mme INES MAURETTE ET Mme CLAIRE-ISABELLE MAUFFETTE**  
**Outremont en famille**

1650 **LA PRÉSIDENTE :**

1655

Alors, bienvenue à Madame Claire-Isabelle Mauffette et Madame Ines Maurette qui nous viennent de l'organisme Outremont en famille. Mesdames, on sait que vous n'avez pas présenté comme tel un mémoire à forme classique, mais que vous avez répondu aux opinions en ligne. Nous avons lu vos réponses. Nous avons pris connaissance de ce que vous avez répondu aux questions.

Alors, si vous voulez employer vos dix prochaines minutes à approfondir vos propos, vos réponses à ces questions, à partir de votre connaissance du milieu, de votre expertise, nous sommes tout ouïe. Nous vous écoutons.

1660 **Mme INES MAURETTE :**

Peut-être même ajouter des éléments.

1665 **LA PRÉSIDENTE :**

Absolument. Et après cela, les commissaires pourront échanger avec vous pendant un autre dix minutes. Merci, on vous écoute.

1670 **Mme INES MAURETTE :**

1670

Alors, d'abord bonsoir, et merci beaucoup de votre accueil et de prendre le temps de nous écouter en tant qu'organisme communautaire famille. Je vais d'abord présenter Claire-Isabelle Mauffette qui est donc la présidente d'Outremont en famille et cofondatrice de l'organisme. Donc impliquée depuis la naissance même de l'organisme. Et de mon côté, je suis donc la coordonnatrice de l'organisme.

1675

Donc, sur les enjeux, effectivement, les délais étant très courts pour nous, nous n'avons pas eu le temps de préparer un mémoire en bonne et due forme, mais nous avons pu quand même donc répondre aux questions sur le site.

1680

Alors, je vais essayer, on va essayer de faire ça quelque part très court. Les points majeurs qui nous interpellent par rapport au projet du Campus Mil globalement et tout particulièrement de l'école.

1685

Je dirais, il y a un premier point. Bien sûr, avec l'école et l'idée du partage des espaces, notamment comme le projet l'indique, le partage de la cour, du parc qui pourrait être en journée occupé par l'école et en d'autres temps, par la population. C'est comme ça que nous l'avons compris.

1690

C'est une excellente idée justement dans la rationalisation de l'occupation des espaces, occupation des coûts, et cetera. Mais très bien, au contraire, c'est vraiment innovant pour nous et une magnifique idée que l'on supporte pleinement.

1695

Et même au-delà d'un parc à partager de cette façon, il y a l'idée du partage des autres espaces, peut-être un gymnase qui manque à Outremont. C'est quelque chose qui a souvent été relevé par la population, par les familles quand nous, nous avons eu à interroger les familles et que dans nos échanges avec les familles.

1700

Donc, il y aurait vraiment à voir comment pouvoir créer des synergies, ne serait-ce que sur d'abord l'occupation de l'espace et justement voir pour des partages, donc, d'espaces de ce genre. Bon, ça c'est un premier point.

**Mme CLAIRE-ISABELLE MAUFFETTE :**

1705

J'ajouterais même qu'une piscine, les résidents d'Outremont auraient vraiment souhaité avoir une piscine et ça, on a fait des études, on a demandé à la population, aux familles, quels services leur manquait et définitivement que des services, des installations sportives étaient vraiment la chose qui manque. Ça a été nommé à plusieurs reprises. Et également, en incluant une piscine.

1710

**Mme INES MAURETTE :**

Oui, tout à fait. Ça, ça serait vraiment des points essentiels dans des équipements qui pourraient être offerts à la population plus généralement. Au-delà de...

1715

**Mme CLAIRE-ISABELLE MAUFFETTE :**

1720

... je veux juste finir là-dessus. C'est qu'à Outremont, il n'y en a pas, comme vous le savez. On a le CEPSUM et il y a le YMCA, mais il n'y en a pas à proprement dire à Outremont. Il n'y en a pas. Tout simplement pas.

**Mme INES MAURETTE :**

1725

Oui, il n'y a pas de piscine à Outremont, piscine couverte, hein.

**Mme CLAIRE-ISABELLE MAUFFETTE :**

1730

Donc, c'est pour ça que c'est vraiment une opportunité donc de donner à la population ce qu'ils souhaitent et ça, ça fait depuis je vous dirais une soixantaine d'années que les gens demandent qu'il y ait une installation sportive. Non, c'est vrai, j'ai des documents qui datent des années 60, je pense, et qui démontrent que dans les années 60, on souhaitait avoir des installations sportives à Outremont. Et c'est toujours d'actualité.

1735

**Mme INES MAURETTE :**

1740

Ensuite, dans l'idée des partages, il faut aller au-delà. Il y a le partage avec l'Université de Montréal qui peut être très intéressant pour les échanges et le développement de l'enfant. Par exemple, notre organisme cette année développe des activités pour les 6-12 ans sur les sciences.

1745

Donc, aller peut-être plus loin dans les possibilités de donner, d'ouvrir le monde universitaire à ses enfants et pouvoir voir comment on peut développer ensemble une vulgarisation de la science, mais donner déjà accès, laisser entrer ces enfants dans ce monde-là par des échanges avec les étudiants, les universitaires ou autre.

1750

Et également, avec les jardins éphémères, donc sur le campus étant donné que là aussi notre organisme gère des jardins communautaires et développe justement tout le volet tradition écologique adapté aux enfants et aux familles, il y aurait peut-être, il faut aller au-delà de l'équipement. C'est vraiment un partage beaucoup plus global, je dirais, en s'enrichissant de la présence universitaire et des jardins.

1755

Et au-delà de ça aussi, c'est quand même une ouverture entre deux mondes grâce à Parc-Extension. Donc, les frontières doivent être maintenant perméables et du coup, qu'il y ait des échanges avec les organismes.

1760

Nous, on est l'organisme communautaire famille, il y en a qu'un à Outremont, ce qui s'explique, étant donné que ça reste quand même un petit arrondissement.

On a eu déjà des partenariats avec des organismes de nouveaux arrivants, tel que promis. Ce qui nous a permis des fois d'accueillir ce qui nous permet, par moment, d'accueillir des nouvelles familles et pourquoi pas ouvrir aussi les portes vers Parc-Extension.

1765           Donc, il y a tout ce volet d'ouverture et de partage. Donc, on ne limite pas qu'à l'équipement. Ça, c'est un premier point.

          Un deuxième point, c'est bien entendu la sécurité. L'espace autour. Il va falloir maintenant, on marche beaucoup plus, heureusement. On utilise les vélos.

1770           Donc, est-ce que tout ceci est pensé pour qu'il y ait la rencontre de tout le monde, les enfants qui peuvent aller à vélo à l'école, les personnes âgées. Cette mixité et l'usage, je dirais, l'utilisation donc de la circulation et de l'espace public, tous les éléments de sécurité doivent également être, bien sûr, étudiés, selon nous, pour que les enfants et les familles puissent aller en toute sécurité à l'école, au parc, au nouveau parc qui a été créé, donc au Campus Mil.

1775           Un autre point essentiel : grâce justement à cette ouverture dans ces deux mondes et les problématiques connues de plus en plus à Montréal, bien sûr à Outremont, mais plus globalement à Montréal, ça touche à la mixité. La nécessité de préserver la mixité et de faire attention à la gentrification. A ne pas commencer à créer des ghettos, je dirais des ghettos de – permettez-moi de – nantis d'un côté, des poches de pauvreté de l'autre.

1780           Au contraire, qu'on ouvre et qu'on ouvre autrement à une plus grande mixité qu'on puisse avoir des familles monoparentales à Outremont, des gens de salaires, de revenus divers. Il faut préserver cette mixité et même, au contraire, que ça permette d'augmenter cette mixité.

1785           Donc là, on en vient aux logements sociaux. Est-ce qu'autour du campus tout le volet logements sociaux, coopératives d'habitation...

1790           **Mme CLAIRE-ISABELLE MAUFFETTE :**

          ... logements abordables.

1795           **Mme INES MAURETTE :**

          ... voilà, logements abordables...

**Mme CLAIRE-ISABELLE MAUFFETTE :**

1800

... réellement abordables...

**Mme INES MAURETTE :**

1805

C'est ça. Et que ce ne soit pas uniquement en visant les familles très pauvres, il faut aussi laisser place aux familles à revenu moyen.

1810

Donc, on espère vivement que cette ouverture va, et que les études vont vraiment et que les politiques là peut-être aussi vont vraiment s'assurer de développer cette mixité et l'accès au logement qui aura un impact global pour la population directement. Voilà.

Donc ça, ce sont les éléments, je vous dirais, clés, pour nous. Partage, espaces et sociaux avec les autres organismes, la sécurité, la mixité, les logements.

1815

Pour faire simple, on a voulu vraiment vous faire les points essentiels qui ont un impact, dans le Campus Mil aura un impact et sur lesquels il faudra, selon nous, travailler...

**Mme CLAIRE-ISABELLE MAUFFETTE :**

1820

Evidemment, on n'a pas parlé des services pour la petite enfance, donc garderie, et cetera.

**Mme INES MAURETTE :**

1825

... mais c'est lié, en fait. C'est ça, oui, c'est vrai. Je l'ai mis dans le... excusez-moi, je l'ai oublié dans mes notes. C'est sûr que l'école c'est parfait, c'est très bien. Mais il y a les CPE aussi, parce qu'il y a quand même, Outremont est un arrondissement où il y a une forte proportion d'enfants 0-5 ans, d'enfants en bas âge et donc, aussi penser à créer des CPE, ou au moins un CPE pour l'accueil des familles. Voilà. Excusez-moi, j'avais oublié ce point-là, je l'avais mis dans les réponses à nos questions sur Internet. C'est ça.

1830

**LA PRÉSIDENTE :**

1835

Merci, Mesdames. Vous êtes dix minutes pile.

**Mme CLAIRE-ISABELLE MAUFFETTE :**

1840

Wow !

**Mme INES MAURETTE :**

1845

Wow !

**LA PRÉSIDENTE :**

1850

Ça va nous laisser du temps pour échanger ensemble. Alors, moi j'avais noté dans mes petites notes que j'avais prises au sujet de vos réponses comme quoi vous sortiez beaucoup de choses très positives, mais je sentais qu'il y avait aussi des, peut-être pas des irritants, mais des inquiétudes. Et les éléments que vous avez ajoutés ce soir lors de votre présentation, semblent confirmer qu'est-ce que je croyais lire à travers vos réponses.

1855

Particulièrement, au niveau de la sécurité. J'imagine que vous êtes surtout préoccupées par la sécurité autour de l'école. Est-ce que ça a à voir avec la configuration des rues autour de l'école, est-ce que ça a à voir avec la façon dont va être conçu le parc ? Voulez-vous être un peu plus précises dans c'est quoi vraiment que... qu'est-ce que vous craignez au chapitre de la sécurité ?

1860

**Mme INES MAURETTE :**

La sécurité des piétons, des vélos aussi. La rue... le nom de la rue, je ne m'en souviens plus, excusez-moi. Elle est quand même à l'est, place...

1865

**LA PRÉSIDENTE :**

La rue Dollar ou la rue Thérèse-Lavoie-Roux ?



**Mme CLAIRE-ISABELLE MAUFFETTE :**

1870

Thérèse-Lavoie.

**LA PRÉSIDENTE :**

1875

Qu'est-ce qu'on appelle maintenant l'épine dorsale du Mil. Oui.

**Mme INES MAURETTE :**

1880

D'accord. Donc, c'est ça. Donc, l'espace laisse aller rapidement à priori, hein, même s'il y a des panneaux, des ceci, des cela. Donc, c'est ça, il faut faciliter, étudier comment les enfants peuvent se rendre à vélo. Il y a beaucoup de gens qui font du vélo et qui vont à l'école à vélo à Outremont, ou à pied.

1885

Il y a des personnes âgées, il y a les enfants. Donc, tout ce monde-là et il y a les voitures. Et ça, qu'on le veuille ou non, il y a des voitures. En plus, avec cette ouverture sur l'avenue Du Parc.

1890

Donc, certainement beaucoup plus de passages et c'est là où, pour les enfants, il faut s'assurer de tout mettre en place pour que les enfants aillent en sécurité à l'école ou reviennent de l'école en toute sécurité. Ça c'est vraiment un point crucial.

1895

**LA PRÉSIDENTE :**

D'accord. Je vais maintenant passer la parole à Pierre-Constantin Charles.

1900

**LE COMMISSAIRE CHARLES :**

Oui. Alors, merci beaucoup, Madame la présidente, et merci Madame Mauffette et Madame Maurette pour votre présentation, que je trouve très rafraîchissante, d'ailleurs. Et que je

trouve également un peu l'esprit associatif, vous parlez beaucoup de mixité sociale, d'ouverture à l'autre, d'ouverture des frontières.

1905

Et dans ce contexte, est-ce qu'il existe déjà des collaborations entre l'action communautaire d'Outremont et l'action communautaire de Parc-Extension ? Est-ce que vous travaillez déjà ensemble ?

1910

**Mme INES MAURETTE :**

Claire-Isabelle, tu veux répondre ?

1915

**Mme CLAIRE-ISABELLE MAUFFETTE :**

Non, on ne travaille pas ensemble. Par ailleurs, on a maintenant, Outremont est en train de créer une table de quartier, en fait, et celle qui est coordonnatrice de la table de quartier, Tatiana, travaille également pour une table de concertation à Parc-Extension. Donc, je pense que ça, ça va permettre d'ouvrir, peut-être, les liens entre, davantage entre les deux quartiers.

1920

Mais non, je dirais que probablement même si Outremont en famille a toujours dit qu'on était, on a créé Outremont en famille pour Outremont, mais également les quartiers avoisinants. Donc, on a toujours dit ça, bien dit.

1925

On a eu plus d'échanges avec Côte-des-Neiges, je vous dirais, mais très peu d'échanges avec Parc-Extension, pour ne pas dire, je pense, aucun échange avec Parc-Extension.

1930

**Mme INES MAURETTE :**

C'est ça. Je pense qu'il y avait une vraie frontière physique, alors qu'Outremont, on voit au parc Pratt, c'est limitrophe à Côte-des-Neiges. Donc, oui avec Côte-des-Neiges, on a eu des échanges, on a des échanges...

1935

**Mme CLAIRE-ISABELLE MAUFFETTE :**

... échanges avec des organismes...

**Mme INES MAURETTE :**

1940 ... grâce particulièrement à (inaudible), mais à d'autres, au CELO, et cetera. Alors que cette frontière physique, même si on est peut-être plus près par moment, elle était tellement présente que les... les échanges étaient, n'ont pas été initiés.

Et je pense vraiment que grâce au Mil, ces échanges-là vont pouvoir se faire. Voilà.

1945

**LE COMMISSAIRE CHARLES :**

C'est ça. Merci beaucoup.

1950

**Mme INES MAURETTE :**

Parce que symboliquement, il y a dans le symbolique, là, une représentation physique qui bloquait peut-être les choses, là et nous on se tournait toujours vers Côte-des-Neiges. Oui.

1955

**LE COMMISSAIRE CHARLES :**

O.K., merci.

**LA PRÉSIDENTE :**

1960

Pierre Gauthier, avez-vous une question ?

**LE COMMISSAIRE GAUTHIER :**

1965

Oui, bien en fait, c'est ça. C'est que vous avez beaucoup de choses, fort intéressantes à nous communiquer, je vous en remercie. Mais vous avez peu parlé de votre organisme. Si vous deviez décrire votre mandat ou votre – pas votre vision, mais enfin j'oublie le terme sacré...

**LE COMMISSAIRE CHARLES :**

1970

Mission ?

**LE COMMISSAIRE GAUTHIER :**

1975            Votre mission, en quelques mots, quelle est-elle ?

**Mme CLAIRE-ISABELLE MAUFFETTE :**

1980            En fait, Outremont en famille a été créé en 2009 par un regroupement de parents, en fait, qui réalisaient qu'il n'y avait aucun service qui était offert à la petite enfance à Outremont. C'était inexistant.

1985            Donc, les parents devaient se retourner vers le Plateau-Mont-Royal ou Côte-des-Neiges ou les arrondissements avoisinants. Ça n'existait tout simplement pas.

1990            Donc, comme nous avons peu de locaux, en fait, que nous n'avions pas d'argent, pas de locaux, pas beaucoup d'aide de la ville non plus. En fait, zéro aide de la ville, nous avons commencé à nous tourner vers des activités qui pouvaient se faire dans les parcs.

1995            Donc, nous avons développé une panoplie d'évènements, en fait, dont un qui aura lieu le 1<sup>er</sup> novembre qui est notre fameuse parade des citrouilles. On invite les gens à venir porter leur citrouille au parc Pratt.

2000            Donc, le lendemain de l'Halloween, afin d'en faire un bal, on appelle ça le bal des citrouilles. Donc, nous on donne une deuxième vie à ces citrouilles pour les exposer devant tous les gens qui veulent bien venir au parc. Et donc, on les allume et puis les gens peuvent circuler. A la fin, on les recycle.

2005            Donc, ça permet de, à la fois de faire une belle réunion, une belle fête, en fait, et une occasion pour les gens de se rencontrer, de socialiser et également, ça nous permet de recycler.

2010            Donc, en fait, l'objectif d'Outremont en famille c'est de, en fait, on travaille auprès des familles qui ont des enfants de 12 ans et moins.

2015            Alors, à Outremont, il y a une maison des jeunes qui s'occupent des jeunes de 12 ans et plus. Donc, de 12 ans à 18 ans. Et notre mandat, c'est vraiment pour les familles qui ont des enfants de 12 ans et moins. Donc, on touche les familles et les enfants.

2010 Nous avons une section pour les tout-petits, donc les 0-5 ans. Nous avons créé une table de concertation à Outremont, petite enfance, qui s'appelle La Table Petite Enfance d'Outremont, dont nous sommes les fiduciaires et créateurs, en fait.

Donc, on a un gros focus qui est sur le développement et l'accompagnement des parents qui ont de jeunes enfants de 0-5 ans.

2015 Nous offrons toutes sortes d'activités, ateliers, ateliers parent-enfant et nous offrons également de plus en plus des activités pour les 6-12 ans dont parlait, faisait mention madame Maurette, qui disait justement qu'on pourrait faire une collaboration avec, par exemple, l'Université de Montréal.

2020 Nous offrons actuellement un atelier scientifique, entre autres, pour les 6-12 ans. C'est tout nouveau dans notre programmation de cet automne.

2025 Et nous avons une panoplie d'évènements également. Des évènements qui sont souvent gratuits, à majorité gratuites. Des activités gratuites plutôt, allant du bal des nouveau-nés... euh pardon, on avait le bal des nouveau-nés, mais malheureusement on a été obligés de cesser cette activité.

2030 Mais on a la parade des citrouilles, dont je vous ai parlé. On a la chasse aux cocos qu'on fait à Pâques où les petits sont invités à venir trouver des cocos, des petits chocolats. Qui est une belle occasion pour les parents de se réunir le jour de Pâques, en fait. C'est excessivement populaire, c'est gratuit.

2035 Et on a des bazars, on offre la possibilité aux gens de louer une table. Ils se louent une table pour dix dollars et ils peuvent vendre des objets, recycler leurs objets et ils gardent l'argent. L'argent ne nous revient pas, c'est un service qu'on offre aux familles.

2040 On a une fête de Noël. On a la foulée des parcs qui est notre grosse, grosse activité où on organise une course urbaine. Il y en a pour tout le monde, c'est 1 kilomètre, 2 kilomètres, 5 kilomètres poussette, 10 kilomètres pour les plus sportifs. Evidemment, c'est en famille.

On a même les personnes âgées. On a eu des gens qui participaient de 3 ans à 104 ans. On a une dame de 104 ans qui a participé à pied, évidemment, c'était une marche. C'est la marche d'un kilomètre à pied. Elle l'a fait en fauteuil roulant.

2045 **LA PRÉSIDENTE :**

2050 A partir de toutes ces expériences qui visent une vaste population, vous exprimez dans vos réponses le désir de favoriser une vie sociale et communautaire. De manière générale, qu'est-ce qui pourrait être modifié selon vous, pour justement contribuer à améliorer la vie sociale et communautaire ? Dans un monde idéal.

**Mme INES MAURETTE :**

2055 Alors, c'est vrai que dans notre mission, il y a aussi vraiment, tout ce qui est enfance, famille et le lien social qui est l'entraide entre les résidents. Parce qu'il y a des nouveaux arrivants et puis de toute façon, la population en général. Donc, vraiment, ça c'est essentiel.

Après, par rapport à votre question, dans un monde idéal...

2060 **Mme CLAIRE-ISABELLE MAUFFETTE :**

Avec le Campus Mil ou strictement en parlant du Campus Mil ?

2065 **LA PRÉSIDENTE :**

Oui, dans l'univers, dans la conjoncture, dans le contexte, le paysage urbain qui est créé par l'arrivée du Campus Mil, les alentours du projet Mil.

2070 **Mme CLAIRE-ISABELLE MAUFFETTE :**

2075 Bien moi, ce que je trouve qui est fantastique du Campus Mil, c'est qu'évidemment, ça nous donne accès à des, justement ce que disait Ines, c'est que ça nous donne accès à des quartiers qui étaient auparavant bloqués, en fait, par cette barrière, cette voie ferrée. Et ça nous ouvre sur d'autres... la rue Jean-Talon, tout ce secteur-là, en fait, qui était moins accessible.

Dans le meilleur des mondes, ce quartier-là pourrait, je pense, définitivement avoir, donc favoriser la mixité sociale. Moi, je pense que si le Campus Mil ne profite pas de cette occasion pour favoriser la mixité sociale à Outremont, je pense qu'on a passé un peu à côté d'une très, très belle opportunité.

2080

Et on souhaite ardemment qu'il y ait vraiment, que ce nouveau quartier donne accès à ce secteur, à des gens qui souhaitent habiter à Outremont justement, à cause de la qualité des institutions académiques.

2085

Outremont, ce qui est et on le voit nous, il y a beaucoup de gens qui souhaitent habiter à Outremont parce qu'il y a de très bonnes écoles, il y a beaucoup d'écoles à proximité et ce sont de bonnes écoles en général.

2090

Et donc, qui se serrent vraiment la ceinture pour habiter à Outremont pour en faire bénéficier leurs enfants. Et ça on le note énormément, et on souhaiterait vraiment que cette chose puisse être, continuer d'être accessible aux familles et on le voit que c'est de plus en plus difficile.

2095

Donc, je pense que le Campus Mil qui est un immense territoire, je pense que c'était 25 terrains de football ou un truc de même, là, c'est tellement immense. Vraiment, il faudrait qu'il y ait une volonté d'avoir des logements accessibles et véritablement accessibles, pas comme ce qui a été décrit dans les journaux de La Presse ce weekend. J'imagine que vous en avez tous entendu parler.

2100

Pas des logements à 2 000 quelques dollars pour un trois et demi, je ne me rappelle plus ce que c'était, mais enfin. Donc, des logements réellement accessibles. J'insiste sur ce point-là. Donc, pour nous c'est ce qui serait important.

2105

Puis de garder aussi des espaces verts, parce que c'est un secteur qui justement, avec Parc-Extension et tout ça, c'est un secteur qui était pauvre en espaces verts, qui est pauvre en espaces verts. Donc, de garder des espaces verts également dans ce secteur-là, qui est très proche ; c'est ça, Jean-Talon, Parc-Extension, tout ça, ça manque d'espaces verts.

2110

**LA PRÉSIDENTE :**

Il nous reste plus rien qu'à vous remercier de votre participation ce soir, Mesdames et puis de vous souhaiter une bonne fin soirée.

2115

**Mme INES MAURETTE :**

Merci.

2120

**Mme CLAIRE-ISABELLE MAUFFETTE :**

Est-ce qu'on peut savoir quelle sera la suite, rapidement ?

**LA PRÉSIDENTE :**

2125

Certainement. Après, une fois que nous aurons recueilli toutes les opinions en ligne, les mémoires qui ont été déposés, les commissaires vont faire une synthèse de toutes ces informations-là et produire un rapport où ils vont faire des recommandations aux élus en ce qui a trait aux trois projets qui sont mis au jeu, en fait. La nouvelle école, le nouveau pavillon de l'UdeM et le retrait du secteur Atlantic.

2130

Mais aussi, qui vont faire des recommandations et qui vont tenir compte de toutes les opinions qui auront été émises par les citoyens et les organisations qui seront venues nous rencontrer.

2135

Ce rapport-là va être livré à la Ville et naturellement, nous avons qu'un pouvoir consultatif. Les décisions finales appartiennent aux élus. Mais le rapport va être rendu public deux semaines après sa présentation aux élus. Ça devrait aller aux alentours du temps des Fêtes.

2140

**Mme CLAIRE-ISABELLE MAUFFETTE :**

J'aimerais ça juste que vous reteniez les installations sportives, parce que vraiment, nous on a fait – comme je vous ai dit – on a sondé les familles d'Outremont et c'est vraiment quelque chose qui est ressorti. Le manque d'installations sportives à Outremont.

2145



En fait, il n'y a qu'un aréna avec une patinoire et c'est tout. Donc, c'est à retenir, s'il vous plaît.

**LA PRÉSIDENTE :**

2150

Nous avons bien entendu. Merci, bonne soirée, Mesdames.

**Mme CLAIRE-ISABELLE MAUFFETTE :**

2155

Merci infiniment.

**Mme INES MAURETTE :**

2160

Merci beaucoup. Au revoir.

---

**Mme KARINE MYRGIANIE JEAN-FRANÇOIS**

**LA PRÉSIDENTE :**

2165

Alors, notre prochaine interlocutrice, il s'agit de madame Karine Myrgianie Jean-François. Bonjour, j'espère que je n'ai pas trop massacré votre deuxième prénom.

2170

Je vous rappelle les règles du jeu. Vous avez dix minutes pour nous présenter votre position sur les sujets qui sont traités dans cette consultation. Et après ça, les commissaires, on a dix minutes pendant lesquelles nous aimerions échanger avec vous sur les propos que vous aurez livrés. Alors, la parole est à vous.

**Mme KARINE MYRGIANIE JEAN-FRANÇOIS :**

2175

Bien, merci beaucoup de faire cette consultation. J'aurais aimé voir plus de gens de Parc-Extension. Je souligne la présence de Giuliana qui est aussi une résidente et membre actif de Parc-Ex.

2180           Moi, ça fait cinq ans que j'habite dans Parc-Extension. Ça fait à peu près dix ans que j'habite à Montréal. J'ai choisi Parc-Extension parce que c'est un quartier central. Parce que c'est un quartier qu'en tant que femme noire et que femme queer, je me sens en sécurité.

2185           Un quartier qui ressemble, je trouve, à un Montréal qu'on ne voit pas ailleurs.

                  Malheureusement, dans les trois dernières années, j'ai vu l'impact du Campus Mil sur ma communauté. J'habite tout près de la rue Beaumont et j'ai vu des condos, après condos se bâtir des... pas des tours à condos parce qu'on est quand même à Parc-Extension, qui n'arrivent pas à se vendre.

2190           Ça fait qu'à chaque été il y a des nouvelles choses qui se bâtissent, des nouveaux trucs qui se détruisent, pour bâtir des condos pour les futurs étudiants du Campus Mil.

2195           Des gens qui se font rénovier parce que leur propriétaire juge qu'ils vont trouver des étudiants qui vont payer beaucoup plus cher et que là, présentement, il y a des disparités entre les prix des loyers d'un quatre et demi comme j'habite et qui coûte moins que la moitié qu'un trois et demi en face de chez moi. Simplement parce que le propriétaire a jugé qu'il pouvait.

2200           Je vois aussi dans ces trois dernières années-là en tant que résidente de Parc-Extension, comment certains quartiers sont favorisés. Même au sein de l'arrondissement, c'est quelque chose que je vois.

2205           Et les contrecoups en fait que Parc-Extension... j'ai habité presque cinq ans avant dans Villeray, et c'était très différent la manière dont des enjeux plus grands semblaient être portés, en fait, localement.

2210           Je ne sais pas pourquoi, en fait, je sais un peu pourquoi. La seule chose qu'on a eu, en fait, à Parc-Ex, c'est la rampe que l'Université de Montréal a faite. Et ce que j'apprécie beaucoup. Le parc Dickie-Moore va s'en venir bientôt.

                  Parce que c'est vrai qu'on est enclavés. Des fois, j'ai l'impression qu'à Parc-Ex, on est un peu sur une petite île au sein de la grande île de Montréal de *Tiohtià : ke*.

2215 Mais malgré l'avantage d'être à côté du métro Acadie, d'avoir cette université, être universitaire, ce que je vois, c'est qu'on a été oubliés. Est-ce que c'est parce que la majorité de mes voisins, voisines sont des personnes racisées, nouvellement arrivées et/ou pauvres ?

2220 Je sais que cette consultation n'est pas accessible à beaucoup de gens puis je pense que vous n'avez pas beaucoup entendu de personnes de Parc-Ex. je sais que Amy Darwish a partagé plus tôt, du CAPE.

2225 Mais ce que je vois, c'est qu'il n'est pas trop tard, en fait, pour faire ces changements. Il y a des choses qui sont un peu trop tard. La gentrification est beaucoup plus en route. Mais j'aimerais qu'on réalise, en fait, ce que le Campus Mil peut nous apporter.

2230 Comment est-ce qu'on peut peut-être mettre un frein à cette gentrification-là ? De penser aussi que quand on parle de mixité sociale, c'est aussi réaliser que les enfants qui habitent juste l'autre côté de la track de chemin de fer, là, cette fameuse track de chemin de fer, n'auront pas vraiment accès à cette école primaire qu'on veut construire.

2235 Parce qu'on ne fait pas partie du même territoire de Centre de services scolaire. Et que oui, techniquement, mes voisins, mes voisines pourraient inscrire leur enfant, mais ce serait conditionnel à ce qu'il y ait de la place et l'enfant peut se faire déplacer à chaque année. Qui veut faire vivre ça à son enfant ?

2240 En tant que personne qui aimerait avoir des enfants bientôt, puis qui aimerait qu'ils puissent aller dans une école tout près, beaucoup plus proche que celles qui sont à Parc-Ex, parce que j'habite très proche de la track de chemin de fer, ce ne serait pas possible.

2245 Une autre chose que je trouve qui est dommage aussi, c'est qu'en voulant construire un nouveau pavillon pour l'Université de Montréal, c'est qu'on empêche, en fait, un certain verdissement du secteur, qui est présent, mais c'est beaucoup de béton, présentement, je trouve.

2245 Etant donné que Parc-Extension est déjà un îlot de chaleur, je me dis : comment est-ce qu'on peut privilégier le fait d'avoir des initiatives de verdissement. Des initiatives de jardins communautaires avec des places réservées. Comment est-ce qu'on peut faire le pont, sachant que la plupart des organisations dans Parc-Extension sont sous-financées.

2250 Il y a une recherche qui a prouvé que les organisations à Montréal-Nord, à Parc-Ex, à Saint-Michel sont sous financées par rapport aux organisations communautaires dans des quartiers plus centraux.

2255 Et pourtant, on se dirait, mais dans ces quartiers-là, c'est probablement là qu'il y a des besoins encore plus grands, oui, mais c'est des quartiers qui ne sont pas capables de faire leur propre – pas qu'on n'est pas capable, mais on n'a pas les mêmes moyens financiers que d'autres groupes.

2260 Notre centre de femmes a moins d'argent que d'autres centres de femmes, par exemple. Comment alors, à ce moment-là, est-ce qu'il peut desservir de manière, tout le quartier ? Et bien c'est là qu'il faut faire une certaine mutualisation des efforts qui existent entre les organisations qui existent de part et d'autre de cette fameuse track de chemin de fer.

2265 C'est à ce moment-là qu'il faut voir aussi comment est-ce qu'on peut s'assurer que l'environnement dans lequel on va créer, comme j'apprécie le désenclavement, entre autres, de Atlantic, là. Je ne l'ai pas encore pris, je n'y ai pas encore été, mais je trouve ça intéressant.

Mais qu'est-ce que ça veut dire pour Parc-Ex ? Est-ce qu'on fait juste créer des manières de contourner Parc-Ex, d'oublier Parc-Extension ? Je ne le sais pas.

2270 Mais ce que je veux voir, c'est que les... en fait, on a subi tous les contrecoups de ce nouveau Campus Mil, que je trouve vraiment intéressant que l'Université de Montréal s'enracine à différents endroits dans la ville.

2275 J'ai étudié en droit en cette université-là, mais à quel... c'est quoi le contrecoup, c'est quoi, qu'est-ce qui arrive pour les gens qui habitent à côté ?

2280 Puis quand on parle de mixité sociale, de ne pas réserver, ou même de réfléchir des programmations qui soient adaptées du point de vue culturel, qu'elles soient sensibles par rapport aux différences culturelles. D'avoir une réelle intersectionnalité dans l'ensemble des plans politiques, projets, programmes et services.

2285 Quand on pense aux personnes en situation d'handicap, aux personnes LGBTQ2+, qu'on pense aux personnes racisées nouvelles arrivantes, c'est pas parce qu'il n'y a pas d'organisme à Outremont ou à Parc-Ex qui s'occupe de ces populations qu'on dit nichées, qu'on n'existe pas.

En tant que femme queer, je réalise à quel point pour beaucoup de personnes autour de moi sont racisées et qui font partie des communautés LGBTQ2+. On est beaucoup. On est plusieurs à habiter Parc-Ex.

2290 On est beaucoup qui ont travaillé dans le milieu communautaire aussi. Ce n'est pas mon cas présentement. Ils sont impliqués dans le milieu communautaire LGBTQ2+.

2295 Parce qu'il y a une qualité de vie qui existe à Parc-Extension qui est en train de se perdre, qui est en train de s'éroder avec cette gentrification-là.

2300 La mixité sociale maintenant, ça ressemble entre une personne qui habite un quatre et demi avec deux autres familles. Une famille dans le salon, une famille dans une chambre, l'autre dans l'autre chambre et peut-être un ou deux enfants ; avec une personne qui vient de s'acheter un condo, que ses parents ont acheté un condo, puis qui fait son jogging. C'est ça la mixité sociale dans Parc-Ex.

2305 Et les services qui sont offerts, bien il n'y en a pas pour personne, en fait. Et c'est là que le Campus Mil, en fait, cette chose qui a été ouverte, la rue Thérèse-Lavoie-Roux, c'est un potentiel, il y a des possibilités qui existent, mais il faut faire attention pour ne pas les échapper.

Parce que j'ai l'impression qu'avec le plan qui est présenté, on est un peu en train de le faire, malheureusement.

2310 Et pour moi, ce serait important de ne pas oublier de peut-être... puis je sais qu'il y a des parties que ça ne revient pas à la ville de Montréal, je suis de 9 à 5, une employée de la ville.

2315 Mais je comprends que ce n'est pas tout le (inaudible), les enjeux autour du Centre de services scolaire, je comprends ce que l'Université de Montréal, je comprends, mais c'est à la ville, pour moi, de prendre des décisions innovantes, novatrices, qui respectent en fait, la diversité des personnes qui habitent sur le territoire montréalais.

Puis de réaliser aussi que quand on prend en considération les besoins des personnes les plus en marge, des personnes, en fait, qu'on ne voit pas.

2320 Puis moi je suis là. Oui, je suis une femme noire, mais mes parents sont arrivés quand ils avaient 16 ans. J'ai été à l'école primaire, école privée, j'ai été à l'université. La raison pour laquelle je fais cette consultation-là, c'est parce que j'ai plein de privilèges qui me permettent d'être là.

2325 Puis pour moi, c'est super important qu'on réalise aussi que les personnes qui ne sont pas là, leurs voix et leurs expériences sont encore plus importantes que celles des personnes qui sont souvent là, parce qu'on a des privilèges qui nous permettent d'y être.

2330 Parce qu'on est capable de lire le document, de s'inscrire à temps, de lire les rappels sur Facebook, de tout faire ça. Ce n'est pas le cas pour tout le monde.

2335 Puis pour moi, vraiment le mot clé pour moi c'est vraiment de s'assurer que dans l'imagination de ce qui va continuer à faire, parce qu'il y a un changement de règlement, c'est assurer, un, oui, les espaces verts. Les espaces réservés pour les personnes de Parc-Extension sachant qu'il y a moins de services, moins d'espaces communautaires aussi.

2340 Nos organismes communautaires, là, dans Parc-Ex, sont vraiment mal logés. Moi, j'ai un peu honte quand je me dis que le seul espace qu'on a pour les organismes communautaires là, le centre William-Hingston, est un sous-sol où il n'y a pas accès... en tout cas, la fois où j'y ai été, mon cellulaire ne fonctionnait pas. J'avais pas de réseau. J'aurais pu être à comme Iqaluit quasiment. Ça m'arrive très rarement que je n'ai pas de réseau, mais là, je n'en avais pas.

2345 Mais de voir comment est-ce que cette mutualisation d'espace verdissant civique puisse aussi bénéficier par la programmation éventuellement, mais surtout par le bâti présentement, pour ne pas continuer à enclaver Parc-Extension, même si on l'a ouvert seulement pour des étudiants riches. Merci beaucoup.

**LA PRÉSIDENTE :**

2350 Merci, Madame Jean-François. Votre exposé est très touffu. Beaucoup de matière. Pierre-Constantin, je vais te laisser débiter.

**LE COMMISSAIRE CHARLES :**

2355 Oui. En fait, merci de votre présentation, Madame Jean-François. Lorsque vous parlez de mixité sociale, effectivement, ça pourrait être une stratégie qui pourrait répondre à bien des enjeux que vous avez parlé.

2360 Est-ce que vous avez des exemples pour pouvoir faire cette mise en œuvre de cette mixité sociale là ?

Et une autre question également par rapport à la mutualisation que je trouve effectivement assez intéressante. La mutualisation des espaces, notamment par rapport, envers et pour les organismes communautaires.

2365 Est-ce que dans votre tête la mutualisation pourrait concerner le Campus Mil et les organismes de Parc-Extension, est-ce que c'est ça que vous voulez nous dire, ou ?

**Mme KARINE MYRGIANIE JEAN-FRANÇOIS :**

2370 Bien je vais commencer par la partie mutualisation. Moi, je ne suis pas membre de CA ou employée ou, en tout cas, ou militante active d'un des organismes de Parc-Extension, donc je ne veux pas répondre pour eux. Mais je pense que ça pourrait être aidant d'avoir des espaces de rencontre.

2375 Parc-Ex est très grand, bien c'est petit et très grand à la fois. Donc, la différence entre le métro l'Acadie et les gens qui sont à l'extrême, genre d'Anvers, Liège, du côté plus d'Hutchison ou même passé en fait le viaduc, même si ce sont des gens qui ne se considèrent pas comme habitants de Parc-Ex souvent. C'est très grand.

2380 Mais je trouve qu'il y a quelque chose là-dedans de soutenir, pour moi, je trouve que ce serait pertinent. Mais aussi pour créer des ponts, parce que je pense que souvent, j'ai travaillé beaucoup dans le milieu féministe et il y a quelque chose qui s'appelle la Maison Parent-Roback dont j'étais trésorière jusqu'à l'été passé, qui, dans le fond, est un genre de coopérative, d'organisme (inaudible).

2385

2390           Donc, il y a une certaine mutualisation des photocopieurs, de l'Internet. Il y a des choses qui sont mises en commun qui déchargent chacun des organismes, puis en même temps, qui permet de se regrouper dans un même espace et donc, des fois, d'aller plus loin. De se passer des dossiers, de s'assurer que les gens ont les services dont ils ont besoin, mais également, de pouvoir militer pour un monde meilleur. Donc, ça c'est une chose

2395           Par rapport à la mixité sociale, je pense qu'un des enjeux qu'on voit beaucoup, c'est dans la construction. Donc, oui j'entendais, je sais qu'il y a des condos qui se bâtissent ou des trucs locatifs, mais qu'en même temps, l'Université de Montréal a choisi de ne pas bâtir des résidences pour ses étudiants à cet endroit-là.

2400           Et qui fait que bon, moi je ne sais pas, je sais qu'il y a des gens qui ont emménagé je pense cet été, je remarque, il semble y avoir des gens qui habitent. Parce que bon des fois, je vais marcher sur la rampe et je vais faire un petit tour pour avoir un peu d'air frais, de gazon, là, de l'autre côté des tracks de chemin de fer.

2405           Mais moi je pose des questions aussi de... les personnes, il y a beaucoup de gens qui sont déplacés de Parc-Ex présentement, puis quand elles sont déplacées, elles se font excentrer. Elles ne se ramassent pas dans un quartier qui est dit central proche d'un métro. Bon, c'est sûr c'est pas, ni l'Acadie, ni Outremont sont accessibles, contrairement à d'autres stations de métro.

                  Mais il y a un besoin, en fait, de pouvoir être proche d'une station de métro pour avoir accès à des services aussi.

2410           Donc, pour moi, quand je pense à la mixité sociale, c'est aussi dans quel type de... est-ce qu'on a juste des appartements de deux chambres, trois chambres. Est-ce que c'est du, ce qu'on appelle « abordable », selon la SCHL ou abordable selon les standards de Montréal qui ne sont pas les mêmes.

2415           Puis abordable sur le Plateau, on sait que ce n'est pas abordable dans Parc-Ex. On a une compréhension différente de l'abordabilité en général, mais aussi est-ce que c'est des coops, sachant que des fois les coops qui viennent d'organismes communautaires, versus les coops plus privées, qui ont tendance à exclure les personnes racisées et qui ne sont pas souvent accessibles pour les personnes en situation d'handicap ou en tout cas, beaucoup de personnes LGBTQ2+ ne



2420 se sentent pas non plus à l'aise dans ces coops-là, parce qu'elles ont souvent des manières plus rigides de fonctionner ou des compréhensions plus binaires du monde.

2425 Donc, quand on parle de mixité sociale, c'est aussi un peu tout ça. C'est de varier les manières de pouvoir vivre. Oui, il y a un HLM pas loin, oui, il y a des résidences pour personnes âgées aussi pas très loin, un peu plus... en tout cas, comme plus à l'ouest.

2430 Mais comment est-ce qu'on vit ensemble ? Donc, d'avoir différents trucs, surtout... puis, j'ai l'impression que c'est un peu tard maintenant, mais en même temps, je pense qu'il n'est jamais trop tard, mais que ce sont des choses qui se font aussi à la conception d'un genre d'écoquartier. Donc, c'est quelque chose à travailler, pour moi.

**LE COMMISSAIRE CHARLES :**

2435 Merci.

**LA PRÉSIDENTE :**

Pierre Gauthier, avez-vous une question ?

2440 **LE COMMISSAIRE GAUTHIER :**

2445 Oui, mais en fait, mon collègue a posé à peu de choses près les questions que j'avais en tête. Si on devait être plus concret, vous donnez des exemples très, très concrets, là, mais vous apportez un point de vue que je n'ai pas entendu ailleurs, le point de vue de l'intersectionnalité, notamment.

2450 Bon, évidemment ça renvoie toutes sortes de considérations dans toutes les sphères, en fait, de notre vie collective. Mais concrètement, dans ce projet. Parce que vous avez quand même un discours qui est optimiste à certains égards, bien que... vous faites des constats. Ils peuvent être navrants, mais vous faites aussi, on sent aussi un certain optimisme chez vous.

Est-ce que vous voyez dans ce projet, dans sa configuration actuelle, dans ses espaces, dans ses... dans l'interconnexion entre les quartiers et tout, est-ce que vous voyez des embûches à créer des espaces qui soient vraiment inclusifs pour toutes ces communautés dont vous parlez,

2455 et en particulier, pour ceux qui sont, disons à l'intersection, t'sais, des différentes catégories que vous évoquez.

2460 Est-ce que vous voyez, en même temps, un potentiel ou est-ce que vous envisagez des manières de développer ce qui reste à développer du site ou d'intervenir sur les sites dont il question aujourd'hui, là, dans nos échanges ? Des manières d'intervenir qui seraient plus inclusives.

2465 Est-ce que vous connaissez des exemples, est-ce qu'il vous vient des exemples en tête dans des contextes similaires, soit contexte urbain ou contexte vraiment de l'ensemble urbain que constitue le Mil lui-même ? L'expression d'une volonté et puis la... en fait, la manifestation concrète là dans les espaces, dans l'architecture, dans les... de créer des espaces qui sont plus, qui traduisent la volonté d'inclusivité que vous appelez de beaux vœux ?

**Mme KARINE MYRGIANIE JEAN-FRANÇOIS :**

2470 Oui, bien moi, je ne suis pas urbaniste, ça fait que je ne peux pas vous donner des exemples très, très précis de comment est-ce qu'on évite ces embûches-là ou des potentiels.

2475 Ce que je peux, par exemple, partager, c'est que la consultation fait partie des moments clés. Puis en même temps, il faut aussi savoir que les personnes qui vont venir à des consultations de part et d'autre de la track de chemin de fer, ça va être les personnes souvent qui sont plus privilégiées, parce que ce sont celles qui vont prendre le temps, l'énergie de fonctionner selon un cadre.

2480 Donc, peut-être faire appel aussi aux organismes communautaires dans Parc-Ex qui pourraient peut-être avoir des focus groupe, pour voir aussi c'est quoi les besoins. Surtout les personnes qui habitent, je pense que c'est différent si on habite proche du Métropolitain, que si on habite à côté de la rue Beaumont, juste l'autre côté et voir ce développement-là puis réaliser qu'il n'y a rien vraiment qui est accessible.

2485 Bon moi, je peux aller au parc assez facilement, je pourrais aller à la piscine qui est juste l'autre côté. Donc, c'est bien. Mais en général, quand on parle, mettons de services particuliers ou de programmation, mais comment est-ce qu'on inclut ?

2490            Puis d'avoir, pas seulement des vœux pieux, parce que je pense que souvent – je veux dire, on a tous des vœux pieux – on veut s'assurer que la ville, tout le monde a le droit à la ville et la ville nous appartient à tous.

2495            Mais la réalité, la ville appartient à un certain type de personne. Puis l'exemple que je donnerais un peu, c'est qu'il y a en banlieue de Toronto, une banlieue qu'on disait pauvre, qui s'appelle Scarborough, qui ressemble un peu à Parc-Ex à certains égards.

2500            Puis il y a quelques années, il y a eu un développement un peu sauvage dans certains coins. Donc, on a à côté, des choses qui ressemblent quasiment à des taudis, où des petites maisons uni... t'sais que les gens ont bâti, comme unifamiliales, jumelés, là. Pas unifamiliales, en tout cas, jumelés, là. Une à côté de l'autre, un peu des maisons de ville pour des gens beaucoup qui étaient préposés aux bénéficiaires, des chauffeurs de taxi, beaucoup des gens des Antilles, d'Asie du sud-est. Enfin, vous comprenez un peu.

2505            Ils se sont mis à bâtir des immenses tours à condos. Ce qui fait que ça change, tout d'un coup, bien les petites épiceries antillaises, elles ont fermé. Tout d'un coup, bien le coût des fruits et légumes ont augmenté, parce que là tout d'un coup, il y avait juste un gros Loblaws.

2510            Ça fait que ce sont toutes ces choses-là de comment est-ce qu'on ne fait pas ça ? Entre autres, parce qu'on a bâti une université aussi à Scarborough. C'était aussi une des choses et parce que bon on sait que Toronto c'est en train de... on ne peut pas vraiment vivre à Toronto sans avoir beaucoup, beaucoup d'argent.

2515            Ça fait que les gens sont partis. Vu que Scarborough était relié par le transport en commun, même si c'était en banlieue, c'était un peu comme on pourrait dire, le REM. Donc ça, c'est un peu ce qu'on peut voir.

2520            Donc, les gens se sont déplacés plus loin, pas au centre-ville, mais toujours sur... bien, la ligne de métro qui va de Scarborough et qui va jusqu'au centre-ville éventuellement, vers l'est. Donc, ça c'est quelque chose à éviter.

                 Je pense que le potentiel et la raison pour laquelle je suis encore optimiste, c'est qu'il y a plein de terrains, présentement, vagues. Puis moi je me dis que ces terrains vagues là, ils peuvent devenir quelque chose qui peut être vraiment quelque chose qui unit ces deux côtés là, mais

2525 aussi quelque chose qui permet aussi que ce n'est pas juste quelque chose qui... le Campus Mil ne devient pas juste comme quelque chose de moche. Quelque chose qui est comme « bien ça nous est arrivé, puis ça nous rentre dans la gorge ».

2530 Mais une manière aussi où ça peut être bénéfique pour les personnes qui habitent à Parc-Ex. Présentement, le Campus Mil, outre pouvoir marcher puis aller plus facilement à un parc, à une autre banque, ça ne donne pas grand-chose.

2535 Ça permet, il y a une augmentation d'un certain trafic automobile. Il y a une augmentation des loyers de manière significative. Les rénovictions dont je parlais, c'est très bon j'imagine pour des propriétaires qui veulent vendre leur plex et leur bloc appartement, mais à part pour eux, il n'y a pas vraiment aucun avantage d'avoir ça.

2540 Puis une partie qui est évidemment liée à l'Université de Montréal de faire des programmes et je sais qu'il y a des choses qui ont été faites un peu de mentorat, puis par rapport à une clinique, optométrie.

2545 Mais il faut continuer puis aussi réaliser, pour beaucoup des enfants, puis moi je crois beaucoup que par le mentorat aussi on... en fait, c'est Bell Hooks qui disait que « l'oppression, c'est le manque de choix ».

C'est le manque, tu ne peux pas rêver à ce que tu ne connais pas si tu n'as pas eu la possibilité de même voir que c'était possible.

2550 Et puis ça, c'est difficile de juste dire, bien il y a des gens là-bas, ils peuvent aller à l'université. Les gens là-bas, ils peuvent avoir un jardin. Les gens là-bas peuvent avoir une école fancy. Les gens là-bas.

2555 Puis nous, qu'est-ce qu'on a ? On a des petits parcs *rikiki*, on peut aller marcher dans leurs parcs et à leur piscine, mais c'est pas mal tout ce qu'on a. On peut les regarder vivre de loin. Donc, pour moi c'est ça aussi. Puis ça passe par une réelle consultation, puis je sais que c'est difficile dans le quartier, je le conçois tellement.

2560 Je pense à mes voisins et je suis la seule qui est née ici, à part leurs enfants. Ils parlent français, mais ce n'est pas leur langue maternelle. Donc, c'est sûr qu'il y a plein d'autres embûches, en plus de leurs, des fois, deux, trois emplois.

2565 Mais en même temps, je pense que c'est important que ce sont les personnes qui sont les plus en marges qui sont consultées, parce que ces personnes-là, une fois que leurs besoins sont remplis, les besoins des personnes qui sont plus privilégiés, bien nos besoins vont être remplis aussi.

2570 Un exemple que je donne souvent, c'est l'exemple d'une rampe. L'hiver passé, je pense, ou il y a deux hivers, la rampe qui allait à l'Université de Montréal (inaudible), ils ont déneigé seulement les marches. Parce qu'ils se sont dit, je ne sais pas, on va économiser de l'argent ou quoi que ce soit.

2575 Mais ça n'empêche pas seulement les personnes qui utilisent une aide à la mobilité, une chaise roulante, un triporteur, une marchette. C'est aussi pour les personnes qui étaient en vélo, tout d'un coup ne pouvaient plus passer parce qu'il y avait une petite corde qui empêchait, là, un petit câble.

2580 C'est aussi les personnes qui avaient leurs enfants dans une poussette. Puis c'est ça, quand on pense aux personnes les plus marginalisées, donc les personnes en situation d'handicap, dans ce cas-là, bien tout d'un coup, bien si on déblaie seulement la rampe, ça aide tout le monde.

Et c'est ça que je pense qu'il faut qu'on fasse par rapport au Campus Mil.

2585 **LA PRÉSIDENTE :**

2590 Merci. Sur ces pensées, je veux vous remercier d'avoir partagé ces réflexions avec nous. Je pense qu'on a eu des questions qui nous poussent, qui vont aider à repousser notre réflexion plus loin, même s'il n'y avait rien... vos interventions ne mentionnaient peut-être pas un point précis qui est à l'étude en ça, mais alimente quand même notre réflexion de façon plus globale. Alors, je vous remercie.

**Mme KARINE MYRGIANIE JEAN-FRANÇOIS :**

2595           Merci beaucoup.

**LA PRÉSIDENTE :**

2600           Bonne soirée.

**LE COMMISSAIRE CHARLES :**

              Merci, Madame. Au revoir.

2605           **LA PRÉSIDENTE :**

              Alors, cette dernière présentation met fin à la séance d'audition des opinions pour cette consultation. Je vous rappelle que la ville a un droit de rectification et je me tournerais maintenant vers les représentants de la ville et des autres intervenants dans cette consultation, pour savoir s'ils désirent se prévaloir de leur droit de rectification sur quelque chose qui aurait été dit ce soir, lors de l'une ou l'autre des présentations.

2610

**Mme MARION DEMARE :**

2615           Bonsoir, tout le monde. Bien c'est ça, on a été très attentifs à tout ce qui a été dit. On ne va pas user de notre droit de rectification ce soir, mais on reviendra probablement sur quelques éléments par écrit.

**LA PRÉSIDENTE :**

2620

              D'accord. Alors, vous nous les faites parvenir, naturellement, et on va les inclure dans la documentation qui sera disponible pour la population sur le site.

**Mme MARION DEMARE :**

2625

              Merci.

**LA PRÉSIDENTE :**

2630 J'ai monsieur Chassé de l'Université de Montréal. Bonsoir.

**M. GHYSLAIN CHASSÉ :**

2635 Oui, bonsoir. En fait, je remercie tous les participants pour leurs commentaires et leur réflexion, c'était très instructif. L'Université de Montréal va aussi répondre par écrit, sur certains éléments, s'il y a lieu.

**LA PRÉSIDENTE :**

2640 Merci beaucoup. Je ne sais pas si on a quelqu'un du Centre de services Marguerite-Bourgeoys ?

**M. LOUIS-FÉLIX LEBLANC-GARCEAU :**

2645 Bonsoir, bonsoir à tous. Merci pour les présentations. Alors, nous aussi, comme nos collègues de la ville et de l'Université de Montréal, on va probablement répondre à certains éléments par courriel dans les prochaines 48 heures. Merci.

**LA PRÉSIDENTE :**

2650 D'accord. Merci beaucoup. Monsieur Lusignan ?

**M. JEAN-FRANÇOIS LUSIGNAN :**

2655 Oui, bonsoir. Bien je vais aussi vous mentionner la même chose. Merci pour toutes les présentations. Donc, pour l'arrondissement d'Outremont, également aussi, ce sera une réponse par écrit, si nécessaire. Merci.

**LA PRÉSIDENTE :**

2660 D'accord. Merci beaucoup.

2665 Alors, pour clore cette soirée, je veux remercier ceux et celles qui sont intervenus ce soir et saluer aussi tous ceux qui ont assisté à la présentation des opinions. Veuillez noter que jusqu'au 24 octobre, les personnes qui le désirent peuvent encore soumettre une opinion en ligne par la poste ou par message téléphonique.

2670 Les renseignements nécessaires se trouvent sur la page Web de la consultation. Après cette date, mes collègues et moi-même allons poursuivre l'analyse de toute l'information reçue et les opinions écrites ou orales qui nous auront été communiquées.

Comme je le mentionnais en début de séance, le rapport de la commission sera transmis à l'Office puis aux élus municipaux par la suite.

2675 Je veux remercier, encore une fois, ceux et celles qui sont intervenus ce soir. Je remercie toutes les personnes qui ont soutenu les travaux de la commission et tout le personnel de l'Office.

Merci à toutes et tous présents en ligne pour votre écoute patiente et respectueuse.

2680 Thank you for your participation et bonne fin de soirée.

### **AJOURNEMENT**

2685

2690

2695



2700

Je, soussignée, Cindy Lavertu, sténographe officielle, certifie sous mon serment d'office que les pages qui précèdent sont et contiennent la transcription fidèle et exacte des témoignages et opinions pris dans cette audience au moyen de la sténotypie, par visionnement Web et/ou piste audio et selon la qualité de ceux-ci.

2705

*Cindy Lavertu*

\_\_\_\_\_  
Cindy Lavertu, s.o.

2710